



L'Écrin96

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE | OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2021



**Renforcer
l'âme
de l'Europe**

par Daniel Guggenbühl

Une journée du Comité de rédaction



Elle, c'est la cheftaine, **Monique**. Elle accueille les vénérables rédacteurs du Comité dans sa vaste maison située dans les environs de Bruxelles, en un endroit assez confidentiel que vous aurez du mal à trouver sans GPS, la première fois que vous vous y rendez. Le « bonjour » de Monique est joyeux, sa voix haut perchée est inimitable. Vous trouvez la grande table où, à chaque place, elle a disposé non seulement les documents à discuter mais aussi toutes sortes de douceurs et de boissons destinées à agrémenter la réunion. Dans l'ordre du jour, reproduit en Excell, rien n'est oublié et la ronde peut commencer. Monique mène la discussion avec ce qu'il faut d'autorité mais en prenant grand soin d'écouter les vues exprimées par les rédacteurs. Elle prend note de tout, l'ambiance est amicale et peu à peu se dessinent les contours du prochain Écrin. Tout cela se termine par du champagne, généreusement servi à des rédacteurs qui n'en demandaient pas tant mais reprennent la route, heureux du travail accompli.



Philippe, lui, n'est pas le plus bavard de la troupe. Il écoute volontiers les vues exprimées par les autres et, dans un premier temps, tient en réserve les observations critiques qu'il concocte. Et puis elles fusent, mine de rien, et peuvent être ravageuses. Pour le contrer, vous devez affuter votre tir, car Philippe n'est pas le premier venu, il est notre vétéran et peut se prévaloir de son ancienne fonction de rédac'chef du défunt et regretté *Courrier du personnel* de la Commission. Vous ne la lui faites pas. Ses articles sont ciselés au plus juste et ils passent la rampe sans problème.



Jürgen, c'est l'homme du compromis, né sous le signe de la balance et doté d'une vaste culture générale. Ce technocrate est aussi poète, musicien, amateur d'art. Tout différend sérieux le chatouille douloureusement et, par un réflexe quasiment inné, il cherche à arrondir les angles et donc à trouver une solution à laquelle ses collègues peuvent se rallier. Toute autre issue, dirait-on, l'empêcherait de vivre, ou tout au moins de vivre heureux. Alors on se rallie sans rechigner à la solution qu'il propose et qui, en définitive, est marquée du sceau du bon sens.



Robert, Bob pour les amis, a failli tomber malade quand il a appris que son pays d'origine, le royaume de sa Gracieuse Majesté, a décidé de quitter l'Union européenne. Rassurez-vous : il est à présent un brave citoyen belge et semble avoir retrouvé sa sérénité. Le spectre de ses sujets d'intérêt est sans limite. Grand lecteur de périodiques de toute sorte, y compris britanniques (mais oui!) et se prévalant de son passé de journaliste, il nous présente des articles rédigés dans un anglais « à la BBC » échappant parfois à l'entendement de ses collègues non anglophones. Mais il accepte volontiers les critiques et est toujours prêt à s'amender.



Daniel a une prédilection pour les développements politiques en Europe, de l'Écosse à la Biélorussie, et ne semble pas loin de se prendre pour un analyste géopolitique. Sa plume est assez fluide et, parfois même, trop nuancée au goût de certains. Son passé aux Relations extérieures de la Commission semble lui coller à la peau mais, dans l'ensemble, les collègues sont charitables avec lui. Manifestement, cela suffit à son bonheur. N'oubliez pas, ne cesse-t-il de répéter, que vous écrivez pour le lecteur et pas pour vous-mêmes.

De tout cela va émerger une nouvelle livraison de l'Écrin qui, dans son attrayante présentation conçue par la cheftaine, fera la joie des lecteurs, comme le pensent nos vénérables rédacteurs dans leur modestie bien connue, au moment de quitter cette accueillante maison. Une fois de plus, l'alchimie entre eux a fait des miracles. Ils sont déjà prêts pour la réunion suivante.

*Notre ancienne collègue, **Jocelyne Gaudin**, qui avait intégré le Comité en 2020, a émis le souhait de s'en retirer. Toute l'équipe du Comité de rédaction la remercie de sa collaboration et de l'intérêt qu'elle continue de manifester à l'égard de l'Écrin.*

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT | HET WOORD VAN DE VOORZITTER

Retrouvailles | Een gelukkig weerzien

Le Billet de la rédac' cheffe L'âme de la section

VIE DE LA SECTION

Le Conseil d'administration au travail

Retrouvailles au Mont-Saint-Jean

L'Islande, une île magique

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members !

Welkom aan onze nieuwe leden !

Bienvenue à Julie Tomaselli !

Club de la bière et du vin | Launching a Beer Club and Wine Club

Varen over kanalen, meren en rivieren van Berlijn naar Amsterdam

EUROPE

Renforcer l'âme de l'Europe

Conseil de l'UE Le culte de l'unanimité

« C'était Merkel » de Marion Van Renterghem

Zu Angela Merkels Europapolitik

Europe's security and defence, vital or a chimera?

NextGenerationEU: un plan de relance ambitieux pour la Belgique

Baltics revisited

À quoi joue la Turquie ?

After 70 years EU to publish Europe's founding documents

BRÈVES

SOCIÉTÉ

Liberalism revisited : use and abuse

75ans d'intégration italienne en Belgique

INSTITUTIONS

Un rapport sur le fonctionnement du Statut

Trouver le bénévolat idéal

PORTRAIT

Vivre avec Parkinson

Peter Zangl, un collègue atypique

Maria Fornasier, l'ivresse du travail et de l'Italie

Paul Bourdeaux, une nuit inquiétante aux îles Salomon

CULTURE

Street Art à Bruxelles invitation à une balade pédestre

LU POUR VOUS

L'Histoire de la Belgique pour les Nuls

LES ANCIENS PUBLIENT

Towards a hydrogen economy ?

TRIBUNE LIBRE

Pour se rafraîchir la mémoire... l'accord charbon

COURRIER DES LECTEURS

NOUS ONT QUITTÉS

APPEL A CONTRIBUTIONS

Ont également contribué à ce numéro

Joris Declerck, Michel Foucault, Jaap Geenen (traductions), Félix Geradon, Jean-Guy Giraud, Erik Halskov, Alan Hick, Raffaella Longoni, Raffaele Napolitano, David Heilbronn Price, Marcel Van de Voorde.

Erik Halskov 4

Monique Théâtre 5

Philippe Loir 6

Philippe Loir 8

Raffaella Longoni 10

12

12

Alan Hick 13

Joris Declerck 14

Philippe Loir 16

Jean-Guy Giraud 17

Daniel Guggenbühl 18

Jürgen Erdmenger 20

Robert Cox 24

Monique Théâtre 26

Joris Declerck 28

Daniel Guggenbühl 30

David Heilbronn Price 32

35

Robert Cox 36

Raffaele Napolitano 38

Félix Geradon 40

Monique Théâtre 42

Monique Théâtre 44

Daniel Guggenbühl 46

Monique Théâtre 48

Philippe Loir 50

Robert Cox 52

Robert Cox 54

Marcel Van de Voorde 56

Michel Foucault 56

57

58

63



Retrouvailles

Les 31 août et 14 septembre, nous étions 240 (deux fois 120) membres de l'AIACE-Belgique à la Ferme de Mont-Saint-Jean à Waterloo pour se retrouver en direct, in vivo, sans écran interposé. Quel plaisir de redécouvrir une vie sociale, se parler, sourire et s'amuser ensemble. C'était comme un début de vie normale, enfin nous pouvions à nouveau respirer l'air de la liberté.

Question (presque) de routine : comment va l'Europe ? Et les Européens ? Si l'on regarde la campagne de vaccination, souvenez-vous de la situation tout au début de cette année 2021. La Commission et sa présidente, Ursula von der Leyen, étaient décriées à l'envi pour ses lenteurs, son incompétence, ses méprises en matière d'acquisition de vaccins en nombres suffisants. L'UE était alors devancée par les États-Unis et par le Royaume-Uni qui venait juste de nous quitter. Aujourd'hui la réalité européenne paraît bien différente : un déroulement de la campagne de

vaccination efficace et un taux de vaccination très élevé, dépassant par là les États-Unis et le Royaume-Uni. Et bien que largement insuffisante, l'UE a aussi apporté une aide solidaire en matière de vaccins aux pays ne disposant pas des ressources nécessaires.

Vue dans le rétroviseur, la stratégie de l'UE semble avoir été la bonne. Et en l'absence d'une politique de santé commune, la Commission a bel et bien joué un rôle clé en matière d'acquisition de vaccins et de coordination de la mise en œuvre de la campagne de vaccination. C'est donc une présidente de la Commission renforcée qui s'est présentée le 15 septembre dernier devant le Parlement européen pour rendre compte de l'état de l'Union et proposer notamment le lancement d'une politique de santé commune. Il fallait une pandémie pour en arriver là.

Et donc, comment va l'Europe ? A nouveau, cet Écrist n° 96 vous présente une belle palette d'articles et de points



de vue sur l'Europe, l'actualité européenne et les institutions européennes. Pour ne pas parler de toutes les autres rubriques concoctées à votre intention.

Je vous en souhaite bonne lecture.

Erik Halskov

Éditeur responsable

Erik Halskov

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Robert Cox
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl
Philippe Loir

Designer graphique

Frédérique Guiot

Impression et expédition

OIB - Commission européenne

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

*Les textes n'engagent que leurs auteurs
et non l'AIACE ni la Commission
européenne*

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne Section Belgique

G-1 01/50 • B-1049 Bruxelles

Tél +32(0)2 295 38 42

& +32(0)2 296 48 24

Fax +32(0)2 299 52 89

E-mail : aiace-be@ec.europa.eu

www.aiace-be.eu

IBAN BE68 2100 3777 0034

BIC GEBABEBB

N° d'entreprise : 450733759

Een gelukkig weerzien

Op 31 augustus en 14 september waren wij met zo'n 240 leden (tweemaal 120) van de Belgische afdeling van onze AIACE in de Boerderij van Mont-Saint-Jean te Waterloo om elkaar terug te zien, in het echt, in levende lijve, zonder een scherm voor de neus. Het was een waar genoegen het leven opnieuw 'sociaal' te hebben, met elkaar te praten, te lachen, en samen plezier te hebben. Het normale leven leek te kunnen herbeginnen, met eindelijk weer de frisse lucht van de vrijheid.

Dan nu de bijna-routine-vraag : hoe staat Europa ervoor ? En hoe de Europeanen ? Ten aanzien van de vaccinatie-campagne, weet u nog hoe het er helemaal aan het begin van dit jaar 2021 voor stond ? De Commissie en haar voorzitter, Ursula von der Leyen, werden gehoord voor haar traagheid, haar incompetentie, haar knullig handelen inzake de aankoop van ook nog eens ontoereikende hoeveelheden vaccins. De EU liep toen achter bij de Verenigde Staten, en bij een Verenigd Koninkrijk dat ons net had verlaten. De situatie in Europa lijkt momenteel wel anders: een doeltreffende vaccinatie-campagne en een zeer hoog percentage inentingen waarbij de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk

zijn overtroffen. De EU heeft boven-

dien, zij het nog lang niet voldoende, solidaire bijstand inzake vaccins geleverd aan landen die niet over de benodigde middelen beschikken.

Als wij dan terugblikken, lijkt de strategie van de EU de juiste te zijn geweest. En bij ontstentenis van een gemeenschappelijk gezondheidsbeleid heeft de Commissie echt wel een sleutelrol vervuld bij de aanschaf van vaccins en het coördineren van de vaccinatie-campagne. Op 15 september kon de voorzitter zich ten overstaan van het Europees Parlement dus sterker presenteren waar het de toestand van de Unie betrof, en met name de aanzet van een gemeenschappelijk gezondheidsbeleid aankondigen. Daar was dan wel een pandemie voor nodig.

Hoe Europa er nu voorstaat ? In deze Ecrin nr. 96 krijgt u wederom een brede spijskaart aan artikelen en standpunten over Europa, haar Instellingen en de Europese actualiteit voorgeschoteld. En dat nog afgezien van de andere rubrieken die voor u zijn klaargestoofd.

Ik wens u een smakelijke lectuur toe.

Erik Halskov

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

L'âme de la section

« L'Europe a besoin d'une âme, d'un idéal ». Par ces mots, la présidente von der Leyen reprenait, dans son récent discours sur l'état de l'Union, ceux prononcés par Robert Schuman il y a plus de 70 ans. L'âme, du latin anima, « souffle, respiration », principe vital immanent ou transcendant qui animerait tout ce qui est vivant. La section Belgique, forte de ses 5.000 membres, a à coeur de conserver et de faire vivre en son sein cet idéal, l'âme de l'Europe, si cher à nos Pères fondateurs.

Les retrouvailles de fin de saison organisées sur un lieu historique, la reprise de certains voyages et le lancement de deux clubs de loisirs prouvent à quel point les membres ont un impérieux besoin d'être ensemble pour retrouver cette respiration commune qui s'était quelque peu essoufflée depuis 18 mois. Et les contributions et réactions reçues de la part de nos lecteurs montrent que l'Europe et les défis qu'elle représente sont toujours au centre de leurs préoccupations mais aussi porteurs d'espoir. Plus que jamais, à l'heure où l'Union européenne se cherche un supplément d'âme, l'Écrin, véritable vitrine de la section, a besoin de partager vos regards d'anciens sur le présent et le futur, portés par cet idéal européen qui nous anime tous.

Monique Théâtre

Le Conseil d'administration au travail

par Philippe Loir



La situation sanitaire s'étant améliorée, le Conseil d'administration a décidé, pour relancer les activités de l'AIACE, de proposer à ses membres une rencontre festive le 31 août. Le résultat est éloquent : 120 membres se sont précipités pour pouvoir rencontrer leurs amis et fêter un retour à une vie presque normale.

Une deuxième rencontre aussi nombreuse a dû être organisée le 14 septembre. Cela s'est passé à la Ferme de Mont-Saint-Jean à Waterloo où nos têtes chercheuses expérimentées, Monique Théâtre et Eliane Van Tilborg, avaient organisé les festivités amicales et gustatives que tous ont plébiscitées. Il faut se réjouir de ce succès, il montre que nos membres, pleins d'une énergie contrariée par le confinement, ont besoin de se revoir et de reprendre des activités ensemble. Le message a été entendu mais il ne sera possible d'y répondre pleinement que lorsqu'une vie tout à fait normale aura pu reprendre, ce qui n'est pas encore le cas au mois de septembre 2021.

La Commission, qui respecte des règles très strictes, ne donne toujours pas la possibilité aux pensionnés d'accéder à ses locaux, du moins dans le cadre d'un événement de grande ampleur. De plus, les disponibilités des salles sont restreintes étant donné le retour progressif à la normale des

réunions de nos collègues en activité. La conséquence directe de cette situation a été l'impossibilité de tenir l'Assemblée générale dans une des salles des Institutions et la nécessité pour le CA de trouver une autre solution, soit en mode virtuel via Zoom, soit en présentiel dans une salle louée à cet effet.

Au mois de juillet le CA, sensibilisé par la situation tragique des victimes des inondations meurtrières qui ont touché la Belgique, a décidé de faire un don de 10.000 € à la Croix-Rouge qui coordonnait l'aide aux sinistrés. La section a également fait part de son soutien aux victimes des inondations qui ont touché l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg.

Les activités de loisirs qui avaient été programmées avant la pandémie reprennent avec de strictes conditions sanitaires. Le magnifique voyage en Islande s'est déroulé en septembre à la satisfaction de tous et la belle croisière sur les canaux de Berlin à Amsterdam



a également eu lieu. Des discussions avec les agences de voyages sont en cours, elles sont difficiles car la situation sanitaire les a, elles aussi, précariées. Le voyage en Irlande qui devait avoir lieu en 2020 sera reprogrammé en 2022. Des propositions pour des croisières sur le Danube, en Croatie et en Espagne sont examinées. Un contact a été pris avec une agence bruxelloise pour des excursions de courte durée en Belgique qui devraient être facilement accessibles à l'ensemble de nos membres.

Plusieurs conférences et thés littéraires sont programmés mais là encore il faut attendre des clarifications sur la situation sanitaire pour fixer les lieux de réunion et les dates. Nos équipes sont à pied d'œuvre pour répondre à ce grand besoin de rencontres, de discussions et de découvertes.

Une nouvelle activité conviviale a vu le jour ; un Club de la bière proposé par Alan Hick qui pourrait être suivi d'un Club du vin. Ces clubs auront une

structure la plus informelle possible : chaque participant sera invité à rejoindre un établissement et paiera ses consommations sans intervention de notre Association. Les brasseries de Mont-Saint-Jean ou celles de la place Jourdan pourraient être les pionnières de cette nouvelle « activité ».

La révision des Dispositions Générales d'Exécution de la Caisse maladie continuent à être discutées au sein de la Commission par des groupes de travail sans que nos représentants y soient impliqués. Un projet complet devrait être envoyé d'ici peu à nos experts de l'AIACE. C'est une affaire importante. Elle touche chacun de

nos membres puisque les taux de remboursement des frais de maladie doivent être réactualisés, correspondant de moins en moins à la réalité des paiements exigés par les praticiens et les organismes sanitaires. Le CA a décidé de préparer un document de travail fixant la position minimale de notre section sur chaque proposition de modifications des barèmes de remboursement. Les éléments de ce document seront présentés et défendus à une prochaine réunion du CA International. C'est donc encore une longue et obstinée défense des intérêts de nos membres qui se présente pour les mois à venir. ■

CONSEIL D'ADMINISTRATION AIACE BELGIQUE 2020/2023

Président Erik Halskov

Vice-présidentes

Sylvie Jacobs, Raffaella Longoni

Secrétaire générale Nadine Wraith

Trésorier Christian Waeterloos

Membres titulaires

Pierre Blanchard, Philippe Loir,
Brigitte Raus, Monique Théâtre,
Eliane Van Tilborg

Membres suppléants

Dominique Dedeken, Félix Geradon,
Alan Hick, Isabella Quattrocchi

Retrouvailles au Mont-Saint-Jean

par Philippe Loir



© AIAICE.BE

C'est difficile à croire ! Depuis mars 2020, début de la pandémie, aucune rencontre physique n'a eu lieu au sein de l'AIAICE alors que sa raison d'être est la collégialité et le partage. Des réunions Zoom se sont bien tenues pour le Conseil d'administration mais sans la saveur et la chaleur de la rencontre humaine. Pour les autres membres, rien n'a survécu aux programmes, toutes les réunions, réjouissances et voyages ont été annulés.

Fin août 2021, alors que presque tous nos membres sont vaccinés et protégés, le CA a estimé qu'il pouvait sans risques rassembler ceux qui le souhaitent dans un moment festif pour saluer la fin de l'isolement et se retrouver. Il a confié à deux collègues expérimentées, Eliane Van Tilborg et Monique Théâtre, le soin de trouver un lieu de réjouissance suffisamment vaste pour que l'on s'y retrouve sans une trop grande proximité. Leur choix a été excellent et bien européen : sur l'ancien champ de bataille de Waterloo où les Européens se sont entretués il y a plus de deux cents ans, un vaste ensemble de bâtiments témoins des luttes passées a offert de beaux espaces pour des retrouvailles pacifiques. Dès que l'annonce a été faite, le succès a été immédiat, en quelques jours 120 membres se sont inscrits en atteignant la jauge maximale autorisée et il a fallu organiser une deuxième rencontre le 14 septembre. Après un an et demi d'absence, il fallait vite se retrouver, se reconnaître et pouvoir faire des projets. L'évidence est là, nos membres ont été en manque d'AIAICE, de ses activités, de ses rencontres.

A l'entrée de la Ferme de Mont-Saint-Jean, nos amies Monique et Eliane, transformées en accortes cantinières, grands chapeaux à plumes sur la tête, accueillaient en riant les participants en leur proposant les victuailles à distribuer aux soldats sur le champ de bataille. Après, c'était le circuit bien réglé : magasin de souvenirs, musée plein d'émotion dans une ancienne infirmerie, brasserie et enfin, dehors, des tables pour un apéritif bavard avant d'entrer dans une grande salle à manger aux larges vitrages donnant sur les terrains ondulés du champ de bataille. Le menu rendait hommage aux plats classiques de la gastronomie belge tandis que l'empereur, entouré d'une poignée de grognards battant le tambour, suivi de Marie-Louise son épouse, passait au milieu des rangs en répondant aimablement aux questions.

Puis ce fut le moment où notre président Erik Halskov accueillait les anciens en soulignant que malgré le confinement, notre section avait continué à agir dans le cadre de ses moyens. L'information avait continué à être diffusée par de nombreux « Info-membres » notamment en ce qui concerne les vaccins, l'Écrin sous sa forme modernisée avait été publié régulièrement grâce au travail du Comité de rédaction et des services d'impression de la Commission, la brochure sur Ludwig Schubert, « La Méthode sinon rien », avait été publiée et enfin nos 35 bénévoles avaient continué à apporter leur aide à nos collègues en difficulté malgré les obstacles du confinement tout en respectant les consignes sanitaires. Personne n'a été laissé sans aide. ■



L'Islande, une île magique

par Raffaella Longoni



© AIACE.BE

Reporté depuis un an, ce voyage a pu se tenir du 5 au 16 septembre 2021. Finalement ! Cette île, grande comme trois fois la Belgique et peuplée par 30 fois moins d'habitants, offre un paysage digne de la création de la Terre.

Tout récit sera inévitablement réducteur.

Le vent qui pique à Reykjavik nous rappelle qu'ici les saisons ont un autre rythme et une autre valeur. Nous sommes 33, confiés à un excellent chauffeur de car et à un guide français de très haut niveau professionnel, amoureux de ce pays. Sous la pluie et le vent, à travers un parcours sinueux, un périple enchanteur commence.

Nous suivons la route circulaire n° 1 en commençant par l'ouest, à travers des champs de lave vieux de millions d'années. Nous découvrons ces déserts omniprésents, abrupts, noirs et gris, recouverts d'une mousse aux mille déclinaisons de vert et, en contournant



▲ Le geyser Strokkur © AIACE.BE

le magnifique fjord des baleines, nous atteignons la vallée de Borgarfjörður. Des gorges de lave jaillissent, impétueuses, les cascades. Nous abordons ensuite le nord vers le plus long fjord du pays : Eyafjörður. Le paysage est pointillé par des fermes isolées, flanquées de minuscules églises, des plaines vertes où d'innombrables moutons côtoient quelques vaches et de magnifiques chevaux d'élevage, totalement libres. Vers les fjords de l'est, le paysage affiche une impressionnante palette de couleurs : des rivières, des lacs, des montagnes, des sculptures de lave, des plages basaltiques, de bouillonnantes soufrières et des cascades, telle l'immense chute de Detifoss à l'eau grise, où le bruit assourdissant des flots domine un paysage d'enfer. Nous changeons de région et abordons une côte entaillée par de profonds et étroits fjords, avec une halte émouvante : le village des pêcheurs français, Fàskrúðfjörður. Partis des côtes nord de la France (et de Belgique), depuis le 16ème siècle et jusqu'à la première guerre mondiale, ces émigrés de la mer ont pêché la morue dans les eaux islandaises dans des conditions épouvantables. 5000 ont péri en mer.

Vers le sud le spectacle change. C'est une beauté sublime mais fragile qu'offre le fjord de Jokulsralon. Des icebergs se détachent du glacier Vatnajökull, dérivent sur le lac et rejoignent la mer. Sous une pluie glacée, nous naviguons à bord d'un bateau amphibie parmi ces blocs blancs qui arborent des nuances turquoise, bleues, jaunes et noires et où jonglent des phoques. Hélas, ces icebergs étaient bien plus imposants par le passé ... Ensuite, dans un décor de fumées et de sources bouillonnantes, surgit l'étonnant geyser de Strokkur. Mais une surprise nous attend : la dernière, gigantesque et troublante cascade de Gullfoss. Plus loin, la grande faille due à l'écartement tectonique des plaques



▲ Les icebergs du fjord Jokulsralon © AIACE.BE

continentales eurasiennes et américaine, à Thingvellir, nous coupe le souffle : dans ce décor extrême les Vikings tenaient depuis l'an 930 les réunions du premier parlement au monde ! On imagine la fierté des Islandais pour leurs sagas, ces poèmes épiques remontant au 13ème siècle, et pour leur littérature contemporaine, forte d'un Prix Nobel décerné en 1955 à Halldor Laxness. Nous savourons le dernier jour les délices de l'eau laiteuse et chaude du Blue Lagoon. Le lendemain, avant l'aube, nous partons. Au loin, la lave rouge d'un volcan fend la nuit noire. ■

S'achève ainsi un voyage fascinant, émouvant, inoubliable.

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members ! Welkom aan onze nieuwe leden !

ANGOT Véronique
ANYSZ Luc
BALLESTEROS Antonio
BOURNEZOU Margarita
BUSLIN Brigitte
CARREIRA VALIN Maria
CATARINO AFREIXO Lucinda Maria
COOLEN Johannes
DANY Martine
DE BLEECKER Maria
DE CONINCK Thérèse
DE MOOR Isabelle
DELANEY Maureen
DELANGE-LAVISSE Nicole
DIERICKX Peter
EEREBOUT Rony
ELSTON DIAS Pedro
FINOCCHIARO MOONEY Norma
FOSSATI Emiliano
FUENTES José
GALASKI-REUSMANN Lisa
GIBBON Anna

GONZALEZ Carmen
GRIMBA Angeliki
GRUENWALDT Andrea
HANEKUYK Daniel
HECHTERMANS Benoit
JANSSEN Véronique
JENSEN Ann
JENTSCH Marion
KARJALAINEN Tuomo
LACHAVANNE-CHANTRAINE Isabelle
LAGIOU Dionysia
LIBOUTON Dominique
LISSENS Peter
LOPEZ VARELA Olimpio Angel
MEERT Yvan
MERCY Jean-Louis
NI CHEALLAIGH Martina
PAIRON Thierry
PATERNOSTER Yves
PAUWELS Roland
PEDERSEN Jonna
PEE Wilhelma

PEROULAKIS Georgios
PERSICHELLI Roberta
PRICE Stephen
RINDELLO Giuseppina
ROTTIER Irène
SANDBERG Maria
SANGIER Dominique
SANTORO Laura
SCHILLIGER-MUSSET Christel
SCHNOOR Jytte
TOURNIS-GAMBLE Susan
VANDENBERGHE Patrick
VANHOORDE Robert
VANOLST Willy
VENEZIANO Liborio
VERBERCKMOES Maria
VERHASSELT Jeanne
WEIR Pamela
WILCOX Sylvia
ZANNELLI Emanuela
ZERVOUDAKI Styliani



© AIACE.BE

Bienvenue à Julie Tomaselli !

Julie Tomaselli est, depuis le 1er février 2021, la nouvelle secrétaire de la section Belgique chargée également du help desk social.

Après avoir travaillé dans une compagnie d'assurances afin de mettre à profit les connaissances acquises grâce à son bachelier en assurances, elle a travaillé durant 12 ans au service financier d'une société de métallurgie. Elle a ensuite décidé de se tourner vers un côté plus social et plus humain. « J'ai toujours aimé travailler avec les gens, leur apporter mon aide,

les écouter et les aider à surmonter les situations difficiles. En lisant l'annonce de l'AIACE Belgique pour l'emploi de secrétaire, je me suis complètement reconnue dans la description de ce poste. Ce job me plaît infiniment et il m'offre l'occasion d'apprendre tous les jours. Après toutes ces années d'expérience professionnelle, je sens que j'ai enfin trouvé ma voie », commente Julie.

Julie est mariée et maman de deux enfants : Gabriel, 6 ans et Charlotte, 4 ans. Elle se définit comme une maman très occupée qui essaie de tout gérer mais épanouie, tant dans sa vie privée que dans sa vie professionnelle. ■

Club de la bière et du vin

par Alan Hick

Après 18 mois d'éloignement social et dans l'espoir que les conditions sanitaires le permettent, la section Belgique a lancé récemment - prudemment mais joyeusement - un Club de la Bière et un Club du Vin réservés à ses membres.

Après les deux récentes journées à la Brasserie de Waterloo qui ont permis à certains d'entre vous de se retrouver dans une ambiance conviviale, le Club de la Bière envisage d'organiser de manière régulière des rendez-vous dans les nombreux établissements dédiés à la bière à Bruxelles et alentours. Ces rencontres informelles autour d'un verre constitueront une bonne occasion pour faire connaissance et pour discuter ensemble des activités futures du Club, en ce compris les éventuelles dégustations et visites chez des brasseurs.

La section envisage également le futur lancement d'un Club du Vin dont les rencontres pourraient avoir lieu chez différents négociants en vin à Bruxelles qui organisent des dégustations.

Ces deux clubs fonctionneront de la manière la plus informelle possible, à savoir sans cotisation mais uniquement moyennant une participation financière individuelle pour chaque rencontre.

Les membres désireux de participer à l'un de ces clubs (ou les deux) sont invités à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant leurs nom, prénom, n° de membre et pour quel club ils manifestent leur intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. ■

Launching a Beer Club and Wine Club

After 18 months of social distancing, and in the hope that sanitary conditions will so allow, the Belgian AIACE Section has recently launched, cautiously but joyfully, a Beer Club and a Wine Club for our members.

After our recent successful festivities at the Brasserie de Waterloo which allowed some of you to meet up again in a friendly setting, the Beer Club intends to organize regular get-togethers in different beer establishments in and around Brussels. These informal gatherings will be nice occasions simply to get to know each other, glass in hand, and discuss how we would like to organize future events, including both tasting and brewery visits.

The Belgian AIACE Section also intends to launch a Wine Club in various wine establishments in and around Brussels for some pleasant wine-tasting together.

We would like to keep both clubs as informal as possible, with simple inscription fees per event, and take it from there.

Members who wish to join one or both clubs are invited to send an email to the Section's secretariat at AIACE-BE@ec.europa.eu, giving their surname, first name, AIACE membership number and an indication of which club(s) they are interested in joining. We can then proceed to set up mailing lists and in due course send out specific invitations for each event and tasting. ■



© Adobe Stock

Varen over kanalen, meren en rivieren van Berlijn naar Amsterdam

van Joris Dederck

Commissie's oud collega van 1977 tot 2004, respectievelijk in de DG's Landbouw, Ontwikkelingen Buitenlandse betrekkingen/Uitbreiding.



▲ Berlin, Humboldt Forum et cathédrale © Adobe Stock

Van 18 tot 29 september 2021 zeilden 28 leden van de Belgische Afdeling met de "Victor Hugo" van CroisiEurope van Berlijn (Spandau) naar Amsterdam, met de nodige bus transfers wegens onder meer de onmogelijkheid om op de Wezer te varen.

Berlijn met het gerestaureerde en gedeeltelijk herbouwde "Mitte", het herbouwde Schloss aan de Spree, nu Humboldt Forum genaamd, de nieuw

opgetrokken Potsdamer Platz, de constructie van Pei aan het Historisch Museum, de overblijfselen van de muur en andere zichtbare herinneringen aan de scheiding. En nog vele andere bezienswaardigheden, waaronder het slot Charlottenburg. Vele aandenken en verhalen over Pruisische koningen en koninginnen; vooral de Frederiks, waaronder een "Grote". Hij verbleef graag in "Sanssouci", maar midden vorige eeuw werd Potsdam de plaats waar Europa verdeeld werd en centraal Europa voor bijna een halve eeuw onder dictaturen moest overleven; wat veel "souci" baarde.

Van Magdeburg onthouden we de kanaalbrug over de Elbe, onderdeel van het 325 km lange "Mittellandkanaal". Werken aan de kanaalbrug werden in 1933 aangevat en pas na de Duitse hereniging weer opgenomen en voltooid. Ook het Otto v. Guericke luchtdrukexperiment met de halfbollen in 1650, en de kleurrijke onregelmatige bouwwerken van Hundertwasser. Wolfsburg, het hoofdkwartier van VW met de vier schoorstenen huisvest het prestigieuze pr site "Autoworld". Hannover is dan weer de stamplaats van een ander vorstenhuis, die enkele Georgs voortbracht, waarvan er naar Engeland geëxporteerd werden en daar



▲ Magdeburg, la Citadelle verte de Friedensreich Hundertwasser © Adobe Stock



▲ Wolfsburg, l'usine VW © Adobe Stock



▲ Bremen, Handelskammer © Adobe Stock

de reeks "Georges" inzette. Zoals vele steden leed ook Hannover onder de oorlog. Niki de Saint Phalle vrolijkte de stad op met drie van haar "nanas".

Oldenburg is een rustig charmant provinciestadje met een grote kerk en een Schloss. Bremen met zijn door de broers Grimm verzonnen muzikanten die er nooit aankwamen, een dom, een kerk, een imposant stadhuis, een Handelskammer en de merkwaardige buurt Böttcherstrasse (kuipers-), een creatie uit de jaren 1920 van koffiehandaar Ludwig Roselius. Ook hier oorlogsschade en heropbouw. En de oude wijk Schnoor met kleine huisjes en vele toeristen. Nabij Papenburg ligt de Meyer scheepswerf waar de eerste metaalschepen gebouwd werden en nu mastodonten van cruiseschepen: "wo das lächeln gebo-



▲ Amsterdam, les canaux © Adobe Stock

ren wird". Na het oversteken van de Ems monding en de landengrens naar Groningen met weer eens een enorme kerk met de Martinatoren, ook een "Prinsenhof", en een modern "Forum" hoog en scheef. Een namiddagstop en overnachting te velde nabij het Frieslandse Strobos (in het Nederlands met twee o's) voor de vaart door het Princes Margriet kanaal naar de IJssel- en Markemeren, en Amsterdam. Aan de Hilton werd herinnerd aan het legendarisch verblijf van John en Yoko. Verder werd een "toeristisch menu" geserveerd met bezoeken aan een diamantzaak, de bloemenmarkt, een kaaszaak op weg naar Volendam en een klompenmakerij in de "Zwaanse Schans". In het Nederlands hebben we het over "koopmannen". Wat ik in Nederland zag was vooral verkopen, en door vrouwen; "verkoopvrouwen" zou meer toepasselijk geweest zijn. ■



▲ Hanovre, Niki de Saint Phalle © Adobe Stock

Du 18 au 29 septembre dernier, une trentaine de membres de la section ont participé à la croisière, initialement programmée en 2020, de Berlin à Amsterdam à bord du « Victor Hugo » de CroisiEurope. Un périple riche en multiples découvertes : visites de Berlin et du palais Charlottenburg, Potsdam et le parc Sans-souci, Magdebourg et les étranges réalisations de Hundertwasser, Wolfsburg et son musée automobile, Hanovre et son palais de Herrenhausen, le chantier naval Meyer à Papenburg, les champs de Stroobos et, enfin, Amsterdam et ses diamantaires, ses marchés aux fleurs et ses légendaires sabots.

Renforcer l'âme de l'Europe

par Philippe Loir



© European Union, 2021 - Photographer: Christophe Licoppe

dit : l'Europe a besoin d'une âme, d'un idéal et d'une volonté politique au service de cet idéal.

Au cours de ces douze derniers mois, l'Europe a donné corps à ces propos. Dans la plus grande crise sanitaire que le monde ait connue depuis un siècle, nous avons choisi de faire face ensemble, de sorte que chaque partie de l'Europe bénéficie du même accès à un vaccin salvateur. Dans la crise économique la plus grave que le monde ait connue depuis des décennies, nous avons choisi de faire face ensemble, avec NextGenerationEU. Et dans la crise planétaire la plus grave de tous les temps, nous avons choisi une fois encore de faire face ensemble, avec le pacte vert pour l'Europe. Nous avons fait tout cela ensemble, la Commission, le Parlement et les 27 États membres. Comme une Europe unie. Et nous pouvons en être fiers. » ■

C'est la volonté exprimée par la présidente Ursula von der Leyen devant le Parlement européen le 15 septembre dernier dans son discours sur l'état de l'Union.

« L'Europe a besoin d'une âme, d'un idéal. Robert Schuman. »

« Nombreux sont les gens qui ont le sentiment que leur vie a été en mode « pause » pendant que le reste du monde était en mode « avance rapide ». Les événements se succèdent si vite et les défis sont si grands qu'il est parfois difficile d'en prendre toute la mesure. Ce temps a également été marqué par la recherche d'une âme. Certains ont réévalué leur vie, d'autres ont débattu largement du partage des vaccins et du partage des valeurs. Mais quand je jette un regard rétrospectif sur l'année écoulée, quand je regarde l'état de notre Union aujourd'hui, je vois beaucoup d'âme dans tout ce que nous faisons. C'est Robert Schuman qui a

« It is when you are tested that your soul shines through. From NextGenerationEU to vaccines, from the Digital Covid Certificates to the European Green Deal package - this year our Union has delivered on our citizens' expectations. And that was possible only thanks to your professionalism and dedication. You have made the soul of our Union shine through. »

Message to the Commission's staff.

Conseil de l'UE

Le culte de l'unanimité

Le 2 septembre 2021, la Cour de justice européenne a adopté un arrêt passé relativement inaperçu bien que très révélateur de l'intransigeance du Conseil sur la question de l'application de la règle de l'unanimité sur toute question relative - de près ou de loin - à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

par Jean-Guy Giraud

Successivement administrateur du PE puis conseiller du Président, Secrétaire général de la Cour de Justice puis du Médiateur de l'UE, directeur du Bureau du PE en France, ancien président de l'UFE-France.

Les faits et le raisonnement de la Cour sont clairement exposés dans le communiqué de presse : la Cour annule les décisions du Conseil concernant l'application de l'accord de partenariat avec l'Arménie. En résumé, il s'agit de deux décisions du Conseil relatives à des modalités d'application de l'accord de partenariat UE-Arménie signé en 2017. La Commission avait proposé une seule décision couvrant l'ensemble des dispositions de l'accord - y compris celles relatives à des sujets pouvant relever de la PESC. Cette décision unique était basée sur l'article 208 TFUE (accords internationaux de coopération au développement) - article prévoyant l'adoption des accords et des mesures d'application par un vote du Conseil à la majorité qualifiée. Or, le Conseil a scindé en deux décisions la proposition de la Commission de manière à séparer de l'ensemble du projet les mesures relatives à la PESC et à leur appliquer la règle de l'unanimité. La Cour a jugé que cette séparation et cette distinction effectuées par le Conseil n'étaient pas justifiées - notamment au vu du caractère accessoire des dispositions relatives à la PESC par rapport à l'ensemble du texte. Et elle a en conséquence annulé les deux décisions du Conseil.

Cet arrêt (de grande chambre) de la Cour appelle plusieurs remarques:

- il met en évidence le culte et la culture obstinées du principe de l'unanimité de la part du Conseil jusque dans des affaires aussi mineures que celle des dispositions concernées ;
- ce culte est partagé par l'ensemble des 27 gouvernements puisque la décision séparée relative à la PESC n'a pu être adoptée par le Conseil qu'à l'unanimité des voix
- une telle intransigeance constitue, on le sait, un obstacle majeur au développement de la politique étrangère et de défense de l'UE
- l'arrêt d'annulation de la Cour pourrait ouvrir une brèche dans le champ d'application des décisions relatives à la PESC qui demeurent soumises à la règle incapacitante de l'unanimité
- au moins dans le cas des accords internationaux touchant à la PESC.

A noter que la Cour a tout de même décidé, par un souci de sécurité juridique, de maintenir les effets des deux décisions annulées en attendant l'adoption par le Conseil d'une nouvelle décision conforme à l'arrêt.



© Adobe Stock

« C'était Merkel »

par Daniel Guggenbühl

de Marion Van Renterghem

Ce livre nous apprend tout sur le parcours et la personnalité de cette dirigeante hors du commun qui vient de quitter son poste à l'issue de seize années de pouvoir et de quatre mandats de chancelière de la République fédérale d'Allemagne, au bout desquels elle bénéficiait encore dans son pays d'un taux de popularité de 70%, un taux dont les dirigeants des démocraties occidentales ne peuvent que rêver.



© Adobe Stock

C'est le livre d'une journaliste, pas d'une historienne, écrit dans un style fluide, il est bien documenté et illustré de nombreuses photos montrant en particulier la jeune Angela dans ce qui fut la République démocratique allemande (RDA), une dictature de type soviétique dont la police politique, la Stasi, surveillait tous les faits et gestes de ses citoyens et qui n'avait de démocratique que le nom. C'est là que vécut Angela jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989.

Elle était la fille d'un pasteur protestant, Horst Kasner, un moment séduit par l'idéal socialiste affiché par le régime,

un homme exigeant et rigoureux dont Angela a hérité la foi chrétienne : être chrétienne était - et est toujours - pour elle une protection et elle a été profondément marquée par la morale protestante. Dans ce pays qui étouffait la liberté mais dont personne n'imaginait qu'il s'effondrerait un jour, elle a fait profil bas et a entamé des études scientifiques qui ont débouché sur un doctorat en physique quantique : seul un scientifique maîtrisant parfaitement cette science serait capable de comprendre l'intitulé de la thèse d'Angela. Son profil scientifique lui a permis d'éviter les soupçons qui, dans ce régime, pesaient normalement sur une fille de pasteur. Ses racines protestantes et est-allemandes ont durablement marqué ses choix et décisions politiques, toujours argumentés et préalablement analysés. Simple, modeste, étrangère à l'arrogance, à la vantardise, au luxe et à l'argent au-delà du nécessaire caractérisent cette dirigeante qui vient de quitter la scène politique. Jusqu'à la fin, elle a dissimulé sa vie privée sous un « rideau total ».

« Simple, modeste, étrangère à l'arrogance, à la vantardise, au luxe. »

Pourtant elle est d'un naturel joyeux et drôle dont se souviennent beaucoup de ses amis du temps de la RDA, auxquels elle est restée fidèle jusqu'à aujourd'hui. En 1977, elle épousa un camarade d'études, Ulrich Merkel, dont elle divorça cinq années plus tard et dont elle a gardé le nom. Ce n'était pas « le grand amour », comme elle disait mais, voyez-vous, tout le monde se mariait. Elle n'eut pas d'enfants et épousa par la suite le professeur d'université Joachim Sauer, la discrétion personnifiée, quasiment inconnu du grand public et que l'impétueux Nicolas Sarkozy, mal informé, appela un jour « Monsieur Merkel ».

C'est la réunification allemande qui, avec la perspective d'un renouveau, inocula à Angela le virus de la politique, au point d'en faire un « extraordinaire animal politique »,

comme dit notre auteur. Angela admirait l'inamovible chancelier Helmut Kohl mais, dans sa marche feutrée vers la conquête du pouvoir, elle réussit à l'écarter de la scène politique et elle élimina politiquement tous ses concurrents potentiels, qui ne s'en sont jamais relevés. Cette fille venue de l'Est que personne n'attendait devint, en 2005, chancelière d'un pays où cohabitaient désormais les « Ossies » et les Allemands de l'Ouest, entre lesquels il y avait « plus de différences qu'entre des Français et des Esquimaux ». Elle introduisit à la chancellerie plusieurs femmes et constitua ainsi ce que des journalistes appelèrent un girls camp. En ont fait partie deux femmes inconnues du grand public, Beate Baumann et Eva Christiansen, la première étant l'éminence grise qui tirait toutes les ficelles. La chancelière a imprimé à tous ses collaborateurs de l'équipe rapprochée la morale est-allemande : respect, politesse, austérité, discrétion, loyauté, absence totale d'esbroufe et de m'as-tu-vu. Ursula von der Leyen fera bientôt partie, elle aussi, des personnes bénéficiant de la confiance de la chancelière.

L'auteur de notre livre suit à distance la chancelière dans ses contacts avec les grands de ce monde et nous la voyons évoluer dans ce milieu d'hommes avec son style inimitable de modestie, de recherche du compromis et de forte volonté qui conduira fréquemment, notamment au Conseil européen, à des décisions inspirées par elle. On l'a vu au moment de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne au cours du second semestre 2020. Le lecteur est surpris d'apprendre qu'Angela, avant le Brexit, était très proche de Tony Blair, dont elle partageait les choix. Ces « deux Machiavel », selon le livre de Jonathan Powell cité par notre auteur, The New Machiavelli, auraient réussi à saboter la candidature de Guy Verhofstadt à la présidence de la Commission européenne. Mais on est tout aussi surpris d'apprendre que la chancelière n'aimait pas Obama, jugé arrogant et hautain.

Vint cependant sa conversion à l'idée européenne. « L'Allemagne ne peut aller bien que quand l'Europe se porte bien », disait-elle dans la conférence de presse suivant sa première rencontre avec Emmanuel Macron. Elle retrouvait dans le credo du président français « ni droite, ni gauche », sa propre vision centriste de la politique. Macron fut le quatrième président français à être son partenaire durant ses quatre mandats.

« L'Allemagne ne peut aller bien que quand l'Europe se porte bien. »

Au cours de ses quatre mandats, Angela Merkel a dû affronter plusieurs crises, dont la plus récente a été la crise sanitaire. Mais il y eut aussi la crise migratoire et, en particulier, en 2015, l'afflux de migrants en Allemagne suite aux événements de Syrie. Elle leur ouvrit les portes de son pays en lançant la formule restée célèbre « Wir schaffen das ». L'Allemagne a réussi à les intégrer mais, en même temps, cet afflux massif a déséquilibré le paysage politique allemand et donné naissance au parti d'extrême droite « Alternative für Deutschland ». Tout au long de son livre, notre journaliste n'a pas caché sa sympathie pour la chancelière qui, selon une conseillère, n'aspire à présent à aucun nouveau poste politique. Il faut la croire, pensons-nous, car elle a toujours fait ce qu'elle a dit. Le livre se conclut sur cette phrase : « Angela Merkel va nous manquer ». ■



C'était Merkel
Marion Van Renterghem
Éditions Les Arènes, 2021
317 pages

Zu Angela Merkels Europapolitik



Photographie: Lieven Creemers © Union européenne, 2014

Angela Merkel tritt nach 16 Jahren Kanzlerschaft von der politischen Bühne Deutschlands, Europas und der Welt ab. Überall beginnen die Publizisten und die Medien Bilanz zu ziehen und die Ergebnisse zu bewerten. Der ECRIN will dazu einen Beitrag leisten. Entsprechend seiner Rolle beschränkt sich sein Beitrag auf die Europapolitik.

Fakten und Kriterien

Angela Merkel, CDU, ist von 2005 an viermal jeweils für vier Jahre vom Bundestag zur Kanzlerin der Bundesrepublik Deutschland gewählt worden. Alle ihre Regierungen waren Koalitionsregierungen, dreimal mit der SPD, einmal mit der FDP. Schon das bedeutet, dass man die deutsche Kanzlerin nicht vorrangig allein für die deutsche Politik verantwortlich betrachten und bewerten darf, wie etwa den direkt vom Volk gewählten Präsidenten

Frankreichs. Die deutsche Kanzlerin bestimmt zwar die Richtlinien der Politik der Bundesregierung, ist dabei aber in den Koalitionsvertrag eingebunden. Genau genommen geht es also um die Bilanz der Europapolitik der ganzen Bundesregierung während der Kanzlerschaft von Angela Merkel.

**Integrität,
Vertrauenswürdigkeit,
Verhandlungsgeschick.**

Das schließt natürlich nicht aus, dass man ihre Person und ihre persönliche Leistung als solche betrachtet. Alle sind sich darin einig, ihren unermüdlichen Einsatz, ihre Integrität, ihre Vertrauenswürdigkeit, ihr Verhandlungsgeschick sowie ihre Vermittlungsfähigkeit hervorzuheben. Mit diesen Eigenschaften hat sie vor allem im Europäischen Rat gewirkt und so wurde sie von der europäischen Öffentlichkeit wahrgenommen. Das Bild von ihr als „Krisenmanagerin“ wird bleiben. Auf die Frage eines Journalisten, was sie nicht möchte, dass es von ihr in den

Geschichtsbüchern stehen werde, kam die kurze Antwort: „Dass ich faul gewesen sei!“ Das war sie wahrlich nicht.

Die Koalitionsverträge der vier Merkel-Regierungen weisen alle einen ausführlichen, durchaus konstruktiven Europa-Teil aus, in dessen Rahmen die Bundesregierung und eben auch deren Kanzlerin in der EU tätig geworden sind. Nach welchen Kriterien bewertet man diese Politik? Für den ECRIN kommen nur die Kriterien in Betracht, die sich aus den Zielen der Verträge selbst ergeben. Letztlich geht es darum, den Prozess der europäischen Integration voranzutreiben und auf eine immer engere Union der Völker Europas in den einzelnen Politikbereichen hinzuwirken. Die Leser des ECRIN wissen um die Komplexität dieser Aufgabe: Im Innern sind es die widerstreitenden Interessen von 28 bzw. jetzt 27 Mitgliedstaaten, nach Außen muss sich Europa in einer globalisierten Welt zwischen den USA und China behaupten. Was also hat die deutsche Regierung von 2005 bis 2021 beigetragen? Betrachten wir aus der Fülle des oft krisenhaften Geschehens einige herausragende Beispiele:

Zwei deutsche Ratspräsidentschaften

Während der Kanzlerschaft Angela Merkels hatte Deutschland zweimal den Vorsitz im Ministerrat der Union: Im ersten Halbjahr 2007 und im zweiten Halbjahr 2020. Beide Male hatte Deutschland sich vorrangig mit Krisen zu befassen, die bei Abschluss des Koalitionsvertrages nicht oder nicht in vollem Umfang vorhersehbar waren. 2007 ging es darum, die Unsicherheit über die Fortsetzung der Ratifizierungen des „Vertrages über eine Verfassung für Europa“ zu überwinden, die durch die negativen Referen-

den in Frankreich und den Niederlanden im Sommer 2005 entstanden war. Es scheint, dass Präsident Nicolas Sarkozy als Erster gegenüber der Kanzlerin den Gedanken geäußert hat, es mit einem neuen, etwas „abgespeckten“ Vertrag zu versuchen. Unter der deutschen Präsidentschaft wurde ein solcher Reformvertrag erarbeitet, in den die wesentlichen Inhalte und Neuerungen des Verfassungsvertrages übernommen wurden. So erhielt zum Beispiel die Grundrechtecharta rechtsverbindlichen Charakter. Unter portugiesischer Präsidentschaft wurde dieser Reformvertrag dann im Dezember 2007 in Lissabon unterzeichnet. Er trat im Dezember 2009 in Kraft. Dieser „Vertrag von Lissabon“ beendete die Verfassungskrise von 2005. Er ist bis heute die Rechtsgrundlage der EU.

2020 hatte die deutsche Ratspräsidentschaft es sich zum Ziel gesetzt, Europas Antwort auf die Corona-Pandemie zu gestalten (siehe ECRIN 93, Seiten 15-17). Ende Juli einigte sich der Europäische Rat unter anderem auf den Aufbaufonds „Next Generation EU“ in Höhe von 750 Milliarden Euro. Um diesen zu finanzieren kann die Kommission für den Haushalt der EU auf den Kapitalmärkten Kredite aufnehmen. Die deutsche Regierung hat damit erstmalig Abschied von ihrem Credo genommen, nicht für gemeinsame Schulden haften zu wollen.

Diese beiden Beispiele zeigen, dass die deutsche Europapolitik insoweit durchaus dem Kriterium Förderung der europäischen Integration entspricht. Kanzlerin Angela Merkel kann dieses Ergebnis auch persönlich als Verdienst für ihren Einsatz in Anspruch nehmen. Aber man sollte nicht vergessen, dass sich auch ihr 2007 amtierenden Außenminister Frank Walter Steinmeier – der heutige Bundespräsident – und der Finanzminister von 2020, Olaf Scholz, darum verdient gemacht haben. Beide gehörten dem Koalitionspartner SPD an.

Weiteres Krisenmanagement

Staatsschuldenkrise

Ob man auch den deutschen Beitrag zur Lösung der europäischen Staatsschuldenkrise positiv bewerten kann, die 2010 der weltweiten Banken- und Finanzkrise von 2007 folgte, ist nicht leicht zu beantworten. Natürlich hat besonders die Kanzlerin selbst sich dafür eingesetzt – teilweise gegen die Auffassung ihres Finanzministers Wolfgang Schäuble

Angela Merkel und Romano Prodi ►

Photographie : Christian Lambiotte
© Communautés européennes, 2001



Angela Merkel, Nicolas Sarkozy, José Manuel Barroso ►

© Communautés européennes, 2009



Angela Merkel, Vladimir Poutine ►

Photographie : Fiodor Savintsev
© Communautés européennes, 2007



Angela Merkel, Matteo Renzi, Donald Tusk ►

Photographie : Ken Shimizu
© Union européenne, 2016



Angela Merkel, Jean-Claude Juncker, Donald Trump, Justin Trudeau, Emmanuel Macron ►

© Union européenne, 2017





▲ Mit Jean-Claude Juncker, Thierry Breton und François Hollande.
Photographie : Philippe Wojazer © Union européenne, 2015

-, die Wirtschafts- und Währungsunion intakt zu halten. So konnte der „Europäische Stabilisierungsmechanismus“ - ESM - überschuldete Mitgliedstaaten unter strengen Bedingungen durch Kredite und Bürgschaften unterstützen. Aber das Image von Angela Merkel hat darunter gelitten, dass sie dabei - in erster Linie nach Meinung der Betroffenen - mehr das Interesse der deutschen Steuerzahler als die Leiden der Bevölkerungen vor allem der iberischen Halbinsel und Griechenlands im Auge hatte, denen schwere Reformlasten auferlegt wurden. Die deutsche Ablehnung von Eurobonds gab dieser Kritik Nahrung.

Mit Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron, vier deutsch-französische Paare.

Migrationen

In der Migrationskrise von 2015 wurde die deutsche Kanzlerin europaweit für ihre humanitäre Haltung gelobt. In der Tat sah sie sich der Notlage von hunderttausenden Flüchtlingen gegenüber, die vor allem aus dem Kriegsgebiet in Syrien über die Balkanroute nach Norden drängten. Nach der Devise der Kanzlerin, „Wir schaffen das!“ wurden schließlich 2015 rund 890.000 Schutzsuchende in Deutschland registriert. Aber war das eine solide europäische Lösung? Die Antwort ist negativ. Außer Schweden und Österreich haben nur wenig andere Mitgliedstaaten an der Aufnahme der Flüchtlinge mitgewirkt. Die plötzliche Notlage war jedoch vorhersehbar. Die Assad-Regierung in Syrien ging immer brutaler gegen die eigene Bevölkerung vor. Im Schengen-Raum waren die Grenzen offen. Die Dublin-Vorschriften sahen vor, dass

Flüchtlinge in dem EU Land registriert werden und ihren Asylantrag stellen mussten, in dem sie zuerst ankamen. Es zeichnete sich vor der akuten Not im Sommer 2015 längst ab, dass insbesondere Griechenland und Italien durch diese Regelung über Gebühr belastet waren. Auf Hilfe aus dem Norden hatten sie vergeblich gewartet. So war es nicht überraschend, dass beide Länder die Flüchtlinge angesichts der großen Zahl schließlich unregistriert weiterziehen ließen, wohin sie wollten. Und sie wollten vor allem nach Deutschland. Für eine EU-Regelung über die Verteilung der Flüchtlinge auf alle Mitgliedstaaten war es dann zu spät. Die meisten anderen Mitgliedstaaten waren froh, dass keine Flüchtlinge aufnehmen mussten. Bis heute konnten die Verteilung der Flüchtlinge auf die Mitgliedstaaten nicht gelöst werden. Es gibt nur unvollkommene Versuche (FRONTEX, finanzielle und technische Hilfe für Griechenland und Italien, ein problematisches Abkommen mit der Türkei).

« Deutsch-Französisches Paar »

Es gehört zu den Grundregeln deutscher Politik, mit Frankreich zusammenzuarbeiten. In Angela Merkels Kanzlerschaft waren vier Präsidenten der französischen Republik ihre Partner. Sie waren von den Problemen in der EU ebenso betroffen wie die Kanzlerin selbst: Mit Jacques Chirac ging es um das französische Nein zum Verfassungsvertrag, mit Nicolas Sarkozy war die Finanzkrise zu meistern, in die Zeit mit François Hollande fielen das britische Brexit-Votum und die folgenschwere Wahl von Donald Trump. Das letzte Mandat Angela Merkels ab 2017 war geprägt von dem besonders intensiven Austausch mit Emmanuel Macron, der im gleichen Jahr in sein Amt gewählt wurde. Zwei Politiker trafen aufeinander, deren Charakter und Handlungsstil sehr unterschiedlich waren. Hier der junge, dynamische Präsident, der in seiner in der Sorbonne im September 2017 vorgestellten „Initiative für Europa“ für eine erneuerte, handlungsfähige, souveräne EU plädierte, dort die bedächtige, pragmatische, erfahrene Politikerin, die sich mit Priorität den aktuellen Herausforderungen zuwandte. In der Bewältigung der Krise der Corona-Pandemie fanden die beiden schließlich zu gemeinsamer Aktion, die in den positiven Ergebnissen der zweiten deutschen Ratspräsidentschaft ihren Niederschlag fand. Der europäische Beobachter hat sich aber oft über das nur lauwarme Echo gewundert, welches Berlin den Reformvorschlägen Macrons entgegenbrachte. Einiges davon, das

keine Vertragsänderung benötigte, konnte gegen Ende der vergangenen vier Jahre umgesetzt werden. Die Konferenz über die Zukunft Europas bringt hoffentlich eine neue Dynamik in den dringend notwendigen Reformprozess auch institutioneller Art. Die To-do-Liste Präsident Macrons von 2017 ist noch immer aktuell.

Schlussbetrachtung

Die vorstehenden Beispiele ergeben ein ausreichend deutliches Bild: Die Verdienste der deutschen Kanzlerin um Europa liegen in ihrem zähen Einsatz für einen deutschen Beitrag dazu, das nicht ausreichend ausgerüstete Schiff der Union mit teilweise renitenter Mannschaft durch die Turbulenzen der vergangenen anderthalb Jahrzehnte zu steuern. Nicht alle gefundene Lösungen waren optimal, aber das Schiff wurde über Wasser gehalten. So kann es



hoffentlich bald einen sicheren Hafen anlaufen, in welchem die notwendigen Reparaturen und Verbesserungen an der Ausrüstung vorgenommen werden können. ■

▲ *Angela Merkel et Emmanuel Macron, Aachen*
Photographer: Etienne Ansotte
© Union européenne, 2019

RÉFLEXIONS SUR LA POLITIQUE EUROPÉENNE D'ANGELA MERKEL

Après 16 ans au pouvoir, Angela Merkel quitte la scène politique de l'Allemagne, de l'Europe et du monde. Notre collègue Jürgen Erdmenger nous livre quelques réflexions sur le bilan de la politique européenne de la Chancelière. Elle était quatre fois cheffe d'un gouvernement de coalition. Son bilan est donc en fait le bilan du gouvernement allemand dans sa pluralité. Cela n'empêche pas qu'on jette un regard sur les réalisations et les mérites personnels de Mme Merkel. L'Europe la connaît notamment comme actrice au sein du Conseil européen et comme Krisenmanagerin, une gestionnaire de crises. C'est à ce titre qu'elle est considérée comme intègre, infatigable, fiable, négociatrice habile, capable de trouver des compromis. Quelques exemples : avec cette chancelière,

l'Allemagne avait la présidence du Conseil des Ministres en 2007 et en 2020, et chaque fois ce furent des succès en termes d'intégration : le Traité, finalement signé à Lisbonne, reprenant les éléments essentiels de la Constitution rejetée par les référendums en France et aux Pays Bas, ainsi que le fonds « Next Generation EU » de 750 milliards pour relancer l'Europe après la pandémie.

L'image de la chancelière a cependant souffert lors de la crise des dettes souveraines en 2010 quand les mesures d'austérité ont étranglé la population grecque et en 2015 lors de la crise migratoire. Certes, Mme Merkel a pris à l'époque, dans l'urgence, une décision très humanitaire en laissant entrer en Allemagne des centaines de milliers de réfugiés, mais elle n'a pas réussi à

intégrer la position allemande dans une politique migratoire commune. On pourrait aussi lui reprocher la réaction très molle du gouvernement allemand à « l'Initiative pour l'Europe » du président Emmanuel Macron qu'il a présentée en 2017 dans son discours de la Sorbonne. Une stratégie à long terme et des réformes structurelles n'étaient pas du goût de Mme Merkel. Les deux succès de 2007 et de 2020 sont en fait aussi nés de crises. Le bilan n'est donc pas sans bémol : mais d'un point de vue européen les mérites de la chancelière résident dans le fait que, pendant ses 16 ans, elle a contribué inlassablement avec son gouvernement à diriger le bateau de l'UE à travers des eaux troublées et ainsi à maintenir le bateau à flot.

Europe's security and defence, vital or a chimera?

by Robert Cox

Amidst NATO's chaotic stampede to leave Afghanistan a broader issue emerges - America's apparent abandonment of chief superpower status. Not that that is necessarily unhealthy per se. Nor is it necessarily, totally true. But it does have repercussions for today's western security system based on US strength, capacity and authority.

Primarily it brings pressure to bear on Europe which for so long has benefitted from US security back-up. For a long period, Americans have moaned about Europe not paying its fair share of the NATO burden. Successive US Secretaries of State and of Defense complained with veiled threats of cutting support and commitment. None of these complaints were entirely accurate or without *arrière-pensées*: Europe's real sin was that it wasted money by its under-coordinated fragmentation of spending; and a major real US interest was to promote European procurement from the US military hardware industry. Now the whole transatlantic defence strain may be taking a major step for the worse. And Europe is less able than ever to pretend that there is no problem. In mid-September a new crisis erupted when Australia, with US guidance and British connivance, unilaterally and without warning, scrapped a deal to



© Adobe Stock

build submarines. Now the whole transatlantic defence strain may be taking a major step for the worse, leaving Europe with few options.

Chancellor Merkel at the Munich Security Conference in February 2019 danced around the issue. It was President Macron who nine months later in a celebrated Financial Times interview stirred the cauldron by saying "What we are currently experiencing is the brain death of NATO." Commission President Juncker, as far back as June 2012, addressing the Defence & Security Conference in Prague, warned of US "desertion" and issued a call for a European military alliance. This author has never been convinced that US public opinion would support a muscular US reaction to a serious Russian threat to Central or Western European

security under the terms of Article 5 of the North Atlantic Treaty whereby "an attack on any one of the 30 allies will be considered an attack on them all". Nor for that matter would much of western European public opinion want to take up arms. Ask worried people in the Baltic states. Or Poles, mindful of Poland's history, who are unconvinced by the delusion among their leaders about American support. Or some in Britain who take a more sober view than does their government about their country's so-called special relationship with the US.

Before the debacle in Kabul, prefaced by scant American prior consultation with its European NATO partners, a number of other developments in 2021 shone new light on the issue of European defence. In spring this year

successive summits - NATO, G7 and EU-US - took place in the light of an apparent readiness by President Biden for a more active partnership with Europe after the lean Trump years. A closer look at the results of these meeting shows little that is concrete. What did the subsequent Biden-Putin meeting leave for Europe? And how far were Europeans prepared to go in hostility towards China at the behest of the US?

European Defence – the scoresheet so far

The European Union has over time embarked on a number of initiatives that seem to boost ambition for an autonomous defence capacity. In 1999 a tentative Common Security and Defence Policy (European Defence Union) was set up. Its functions were incorporated in 2010 into the new European External Action Service (EASS). In 2018 it set up a Permanent Structured Cooperation (PESCO) whereby 25 Member State armed forces (without Denmark & Malta) seek various forms of “structural integration” including training facilities, terrain assessment, maritime and air systems, cyber, support services etc. There followed financial back-up establishment of a European Defence Fund with a 2021-2027 budget of €8 billion (cut back from €13 billion) to “foster an innovative and competitive defence industrial base and contribute to the EU's strategic autonomy.”

In elaboration of any defence and security policy one fundamental problem arises: who or what is the enemy? At this point it becomes clearer that the EU remains politically and strategically amorphous. Russia

would seem to pose the chief threat. Certainly, if you are a Pole or Balt. But a German politician, irrespective of party, is more mindful of Bismarck's care to keep relations sweet with Russia - if at a distance. And what would be the consequences if, tomorrow, internal political collapse were to strike Belarus, the Ukraine, Moldavia, somewhere in the western Balkans - or even an EU member state - and Russia decided to dictate matters? Which brings us back to the extent to which European public opinion - and which one, where - would then wish to do more than express indignation? Added to which are the various Member State security doctrines which embody some degree or other of neutrality. The European Council of Foreign Relations think-tank in July published *Ambiguous alliance: Neutrality, opt-outs, and European defence* analysing how six Member States embrace some form of non-aligned or neutrality status.

Absent friend - Britain

Britain, together with France, is western Europe's major military power. Both are at opposed ends when it comes to Europe's defence. France

has consistently backed a stronger European defence identity; Britain consistently blocked it. Britain's departure from the EU would supposedly facilitate construction of a European defence identity. Since departing Britain has made some noises suggesting that it wants a European defence dialogue - preferably bilateral. Nothing much has come of it. Now, ever more loudly trumpeting its newly found sovereignty, and its relations with the EU persistently soured by the aftermath of Brexit, nothing much can be expected. And yet, strains between London and Washington, in the aftermath of the exit from Afghanistan, are evident - even though it would be unwise to bet too much money on that horse. A pity, because a converted and committed, militarily still substantial Britain could give much impetus to a stronger European defence and security identity. The mid-September nuclear submarine deal crisis between Australia, America and Britain further diminishes any likelihood of the UK espousing a European defence option. For the moment, in an increasingly uncertain world, the EU looks increasingly in need of that stronger defence identity - and as far away as ever from achieving it. ■



© Adobe Stock

NextGenerationEU :

un plan de relance ambitieux pour la Belgique

par Monique Théâtre



▲ Alexander De Croo
et Ursula von der Leyen
Photographer: Dati Bendo
© European Union, 2021

Le 23 juin dernier, la Commission européenne a adopté une évaluation positive du plan de relance pour la Belgique, doté d'une enveloppe de 5,9 milliards d'euros. Le plan fait la part belle au climat, à la transition numérique et au social.

Améliorer l'inclusion sociale des groupes vulnérables.

Ce financement soutiendra la mise en oeuvre des mesures essentielles d'investissement et de réforme décrites dans la plan pour la reprise et la résilience de la Belgique. Il sera essentiel pour permettre à notre pays de sortir plus fort de la pandémie de Covid-19. La FRR (Facilité pour la reprise et la résilience), l'instrument au coeur de NextGenerationEU, apportera jusqu'à 672,5 milliards d'euros (en prix courants) pour soutenir les investissements et les réformes dans l'ensemble de l'UE. Le plan belge s'inscrit dans le cadre d'une réponse coordonnée sans précédent de l'UE

face à la crise de la Covid-19, visant à relever les défis européens communs en s'engageant dans la double transition écologique et numérique, à renforcer la résilience économique et sociale et la cohésion du marché unique.

Un plan vert

Là où l'UE attendait au minimum 37% des fonds attribués à des objectifs climatiques, la Commission constate que le plan de la Belgique y consacre 50% de son enveloppe totale. Il s'agit notamment d'investissements en faveur de mesures visant à soutenir la rénovation de bâtiments publics et privés dans tout le pays afin d'accroître leur efficacité énergétique, le déploiement de technologies de substitution dans le domaine de l'énergie, comme la production d'hydrogène bas carbone, ainsi que la réalisation de réformes pour accélérer la transition vers une mobilité verte. Les chiffres sont là : 1,3 milliard pour le transport durable (dont des bus électriques, des stations de recharge, des pistes cyclables) et le passage à un parc de voitures de société « zéro émission », 1 milliard pour une vague de rénovation des bâtiments, 600 millions pour la production et le transport d'hydrogène, les îlots énergétiques ou la capture et le transport de CO₂, ou encore 400 millions pour la biodiversité et l'adaptation climatique.

La transition numérique

Le plan de la Belgique consacre 27% (20% étaient requis) de son enveloppe totale à des mesures qui soutiennent la transition numérique. Parmi celles-ci figurent la numérisation de l'administration publique, de la justice et de la santé (585 millions), la mise en place

d'actions de formation aux compétences numériques (277 millions), le renforcement des capacités de la Belgique en matière de cybersécurité (79 millions) et le déploiement de la 5G et de la fibre.

Renforcer la résilience économique et sociale de la Belgique

Le plan comprend des mesures visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques ainsi que la viabilité budgétaire et sociale des retraites, à promouvoir la formation et le développement des compétences, les transports durables, la transition énergétique, la recherche et l'innovation et les infrastructures numériques. Il comprend également des réformes destinées à réduire les charges réglementaires et administratives ainsi qu'à améliorer l'environnement des entreprises. 52% des investissements du plan sont susceptibles d'avoir un impact positif sur l'égalité des genres, tandis que 27% des investissements se concentrent sur la dimension sociale.

Soutenir les projets phares d'investissement et de réforme

La plan de la Belgique propose des projets dans sept domaines phares européens. Il s'agit de projets d'investissement spécifiques qui portent sur des questions qui sont communes à tous les États membres dans des domaines qui créent des emplois et de la croissance et jouent un rôle dans la transition écologique et numérique. Par exemple, la Belgique propose d'allouer quelque 900 millions d'euros au renforcement des compétences numériques, linguistiques et techniques des groupes vulnérables, des demandeurs d'emploi et des jeunes afin d'améliorer leur inclusion sociale et de faciliter leur accès au marché du travail. Dans son évaluation, la Commission conclut qu'aucune des mesures prévues ne cause de préjudice important à l'environnement. Les systèmes de contrôle mis en place par la



Belgique sont jugés adéquats pour protéger les intérêts financiers de l'UE. Le plan fournit suffisamment de détails sur la manière dont les autorités nationales préviendront, détecteront et corrigeront les cas de conflits d'intérêts, de corruption et de fraude liés à l'utilisation des fonds.

« L'enveloppe de 5,9 milliards d'euros mise à la disposition de la Belgique financera des mesures qui contribueront à édifier un avenir plus respectueux de l'environnement et plus numérique pour tous ses citoyens. Le plan met particulièrement l'accent sur les mesures qui accéléreront la transition écologique de la Belgique, 50% du financement étant consacré à la réalisation des objectifs climatiques. Nous serons aux côtés de la Belgique à chaque étape, pour faire en sorte que les projets contenus dans le plan soient intégralement réalisés. »

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission.

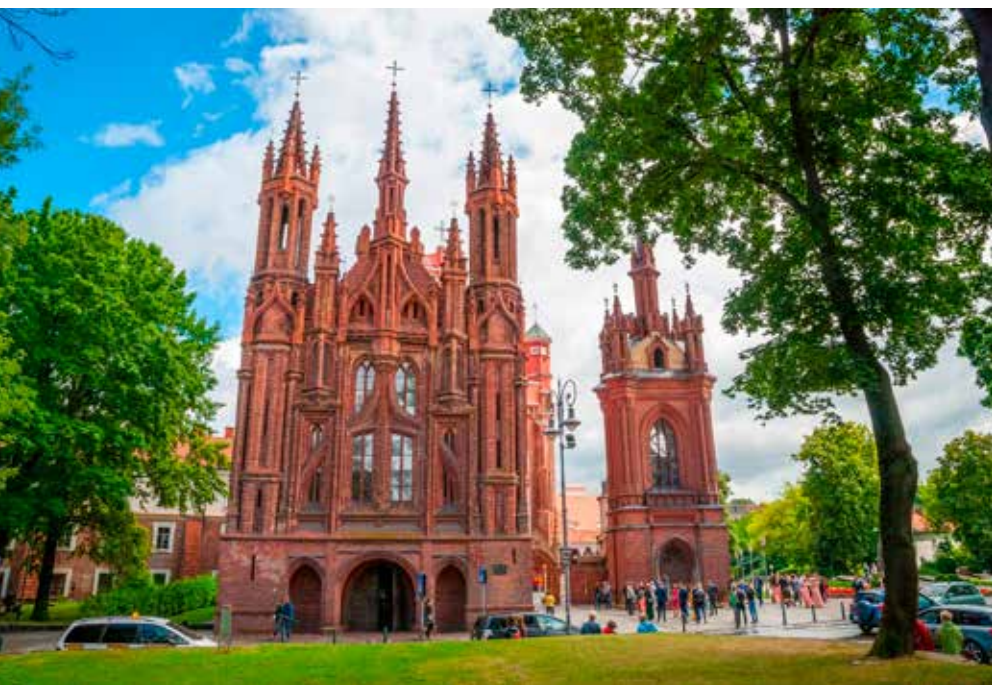
Next steps

Après le versement d'un premier montant de 770 millions d'euros à titre de préfinancement pour le lancement du plan, la Belgique pourra ensuite solliciter de nouvelles tranches, dans le respect de balises et d'objectifs convenus avec la Commission. Si les premières évaluations sont positives, le pays peut envisager de recevoir 847 autres millions dès le deuxième trimestre 2022. Et comme il n'a jusqu'à présent sollicité que des subventions, il peut également toujours faire appel aux emprunts de la Facilité pour la reprise et la résilience de Next Génération EU. ■

Baltics revisited

by Joris Declerck

Fonctionnaire à la Commission de 1977 à 2004, respectivement aux DGs Agriculture, Développement et Relations Extérieures/Élargissement.



▲ Vilnius, « brick gothic » - St. Anne church in Vilnius, Lithuania © Adobe Stock

During 1995-2004 I frequently visited the Baltic region as an EU official involved in bilateral and regional cooperation with Poland, Estonia, Latvia and Lithuania, and cooperation among all Baltic Sea riparian countries. Now, seventeen years later, I revisited the three Baltic countries.

Estonia, Latvia, Lithuania are three rather small countries on the northern periphery of Europe. Sparsely populated, with peoples of different origins and different languages, not mutually comprehensible, English and Russian are their common languages. Their total population amounts to just over 6 million, including a significant minority of Russian origin. Their histories are partly similar. They border on larger powers that regularly fought

each other. Germans, initially as "crusaders", moved eastwards and inwards; Russians wanted westward access to an ice-free sea. Swedes tried to expand their influence over adjacent Baltic Sea areas. In the early 13th century, Lithuanian chiefs stopped the advance of German crusaders, thus the course of their history was less influenced by Germany. By marrying the Polish queen in 1386, the Grand Duke of Lithuania built a bi-federation from the Baltic to the Black sea. Earlier, Vikings had travelled with their flat barges from the Baltic Sea down the Daugava and the Dnieper rivers to the Black Sea. Many centuries before, Baltic amber was traded across the European continent and beyond. During the middle ages northern European trade was largely governed by the Hanseatic League; Tallinn, Riga and Kaunas

were among the Hansa's Baltic cities that joined the trade alliance. As of the late middle ages grain was among the main commodities we imported from the Baltics, while textiles were among our exports.

Deep wounds

Foreign influences contributed to Baltic development. But the short Nazi and longer Soviet occupations left deep wounds and blocked dynamic, indigenous development. After regaining independence in 1991, these countries stressed their individuality and culture. We can see this today in the restoration and even rebuilding of historical monuments. In order to survive, small countries need a stable international environment, which also offers economic opportunities. The integration since World War II of Western European countries offered that possibility. Thanks to their own commitment, and with the support mainly of the European Community/ Union, these countries, in one generation, have caught up to a great extent.

Public infrastructure and many businesses have largely been rebuilt or modernized. Adaptation or new construction of housing is progressing well. Vehicles are replaced with new, mainly European, equipment. Following the regime change and the loss of the Soviet Union market, Baltic countries' industries needed complete reorientation. Domestic production per capita now exceeds more than half the EU average - these are among the best results of European countries pre-



▲ Riga, Art nouveau © Adobe Stock

viously subject to communist regimes. They overtook Greece. To get here they needed democracy with all the related freedoms, and a market economy respecting different interests. This in turn required adapted laws and regulations, institutions and organizations staffed with qualified people. Development is only possible if people and those in power want and support it. Appropriate external support can boost progress, (more and quicker results), but cannot replace the efforts of the people concerned. Success, of course, also brings benefits both economically and politically to those providing support.

After the Baltic countries regained their independence in August 1991 a rapid succession of agreements with the EC/EU covering trade & economic cooperation, then association, called "Europe Agreements", and finally EU accession on May 1st 2004, progressively underpinned their economic growth. Based on long term economic and social data, a severe economic crisis was feared for the "Western world" for the

early 1990's. This did not happen - in my opinion, partly because European integration received a strong boost (single market and single currency) buttressed by thorough adjustments, and by positive expectations created by the opening-up and reconstruction of the Central European economies.

Intrinsic wealth

These countries are rich in art: literature, music, sculpture and painting. Some artists, known to us as "Russians," can be of Baltic origin, or they developed their career in the Baltics. Examples are Michael Eisenstein, Art nouveau architect in Riga; the Lithuanian composer and painter Mikalojus Konstantinas Čiurlionis; the Latvian conductor Mariss Jansons (of Lenin-grad Symphony, Concertgebouw & Wiener Philharmoniker fame) and Estonian painters, whose works are exhibited in the modern KUMU (arts museum) in Tallinn. Several scientists were active in the region. Among them Wilhelm Ostwald, Nobel prize for Chemistry in 1909, who studied and worked at Tartu University, Estonia.

Success story

This adds up to an achievement of which the Baltic countries and the EC/EU together can be proud. Thanks to the existence of the EC/EU the former communist countries could, in a rather orderly and assisted way - limiting economic and social damage - transit towards democracy and a market economy. Development will only happen if those concerned want it and make the necessary efforts. On the other hand, data published by the World Bank shows for Russia a level of economic performance that does not seem to match the considerable natural resources of the country, and the scientific, technical and cultural capabilities of its population. ■



▲ Tallinn, KUMU Art museum © Adobe Stock

À quoi joue la Turquie ?



▲ Josep Borrell Fontelles et Recep Tayyip Erdogan
Photographer: Yasin Akgül © European Union, 2021

Une lointaine lune de miel

Le temps est loin - 1957 - où la Turquie exprimait son intention de participer à la naissance de la Communauté économique européenne. Dès l'année 1963 fut conclu un accord d'association, qui évoquait la perspective de l'adhésion future de la Turquie à la Communauté. Une lune de miel se dessinait avec ce pays qui apparaissait comme un rempart contre l'empire soviétique et occupait une position stratégique à l'Est de l'Europe. Le processus se poursuivait avec la demande d'adhésion de la Turquie présentée en 1987 et, en 1999, avec la reconnaissance officielle par l'Union européenne du statut de candidat de la Turquie à l'adhésion. Quelques années auparavant avait été conclu un accord d'union douanière. Les négociations en vue de l'adhésion démarrèrent en 2005, avec pas mal

d'arrière-pensées côté européen, et on a oublié qu'une bonne vingtaine de chapitres ont été ouverts dans ces négociations, dont plusieurs furent même clos. Mais le ver était dans le

Le Parlement européen ainsi que seize États membres de l'UE ont reconnu le génocide arménien.

fruit. Les réticences à l'idée de l'adhésion se concrétisèrent dès 2007, en particulier par l'opposition de la France et de l'Allemagne. En 2016, le Parlement européen demandait le gel des négociations et le Conseil de l'Union européenne reconnut finalement en 2020 que les négociations étaient « au point mort ». Aujourd'hui plus personne, ni côté européen ni

côté turc, ne croit plus à l'adhésion de ce pays de 83 millions d'habitants dont la population est équivalente à celle de l'Allemagne. Que s'est-il passé ?

La mutation de la Turquie

Si les Européens n'ont jamais été majoritairement favorables à l'adhésion de ce pays de tradition musulmane, la Turquie elle-même a connu une mutation importante. Le coup d'État militaire manqué contre le régime en 2016 a marqué une césure importante. Il a accentué l'autoritarisme du régime et a été suivi de purges d'une ampleur excessive dans les milieux de l'armée et de la police et aussi dans ceux de l'enseignement, des médias, de la justice et de la santé qui ont choqué la communauté internationale. Ses dirigeants actuels, avec le parti AKP, avaient déjà adopté un virage éloignant de plus en plus le pays de la tradition laïque instaurée par Kemal Atatürk, fondateur de la république de Turquie en 1923, en menant une politique d'islamisation contraire à la sécularisation opérée par Atatürk. L'ombre lancinante du génocide arménien plane depuis de nombreuses années sur les relations extérieures de la Turquie. Ce massacre a été perpétré en 1915-16 par l'Empire ottoman, engagé pendant la Première Guerre mondiale aux côtés des Empires centraux : en furent victimes les deux tiers des Arméniens qui vivaient sur le territoire actuel de la Turquie, qui continue à ne pas reconnaître la réalité du phénomène. De leur côté, le Parlement européen ainsi que

seize États membres de l'Union européenne ont reconnu le génocide.

Expansionnisme turc

Le virage de la politique turque s'accompagne d'un expansionnisme qui se manifeste non seulement dans les régions turcophones, mais aussi ailleurs dans la sphère méditerranéenne. Dans la guerre menée à l'automne 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet de la souveraineté sur la république autoproclamée du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a pu récupérer une grande partie du Karabakh avec l'appui de la Turquie.

Les relations entre l'UE et la Turquie ont atteint un « degré zéro ».

Turquie et Azerbaïdjan ont scellé une alliance et se considèrent comme « une seule nation ». L'influence de la Turquie s'exerce aussi en Bosnie-Herzégovine, dont la population est majoritairement musulmane. La Turquie a apporté son aide à ce pays dans la lutte contre la pandémie du coronavirus et a commémoré solennellement avec lui le massacre de 8.000 musulmans bosniaques à Srebrenica en 1995. En Syrie, luttant contre les forces kurdes et cherchant à éviter la naissance d'un Kurdistan syrien à ses portes, la Turquie a de facto repoussé la frontière avec la Syrie de plusieurs dizaines de kilomètres dans la région d'Idleb. Notons dans ce contexte que, selon les statistiques de l'OTAN, dont la Turquie est membre, son budget défense représente 2,7% du produit intérieur brut (contre 1,9% pour la France et 1,3% pour l'Allemagne). Notons aussi qu'une partie de ce



© Adobe Stock

budget sert à acheter des armes à plusieurs États membres de l'Union européenne. Dans la sphère méditerranéenne, la Turquie est intervenue militairement en Libye pour soutenir le gouvernement de Tripoli, d'ailleurs reconnu par les Nations unies et en lutte contre les forces de l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Haftar. Elle a conclu plusieurs accords avec Tripoli. Plus grave pour l'Union européenne, elle continue à défendre le principe de deux États, grec et turc, dans l'île de Chypre, une sérieuse hypothèque sur ses relations avec l'Union. De plus, elle s'est livrée à des explorations gazières maritimes dans la zone économique de Chypre, comme elle l'a fait en mer Égée, dans les eaux grecques, créant ainsi une source de tension supplémentaire.

La question migratoire

Comme si cela ne suffisait pas, la question migratoire continue à peser sur le climat des relations de l'Union avec la Turquie. Le pacte conclu en 2016 était supposé mettre un frein au flux migratoire vers l'Union à travers la Turquie : il prévoyait que la Turquie, moyennant une aide de l'Union de 6 milliards d'euros, reprendrait tout

migrant arrivé sur le territoire grec et n'ayant pas fait de demande d'asile ou dont la demande a été rejetée. Cependant la Turquie n'a mis aucun zèle à appliquer les mesures prévues. Bien plus, elle reproche à l'Union d'avoir tardé à verser les fonds et exige une rallonge financière, ce qui a été considéré à Bruxelles comme relevant d'un chantage. Les événements d'Afghanistan, susceptibles d'être suivis d'un nouvel afflux de migrants, pourraient donner de nouveaux arguments à la Turquie. Il apparaît au total que les relations avec la Turquie ont atteint ce que certains observateurs ont appelé un « degré zéro ». L'OTAN de son côté s'interroge lui aussi sur l'attitude d'un pays membre dont le jeu n'est guère transparent. Le bouclier anti-missiles de fabrication russe que la Turquie a acheté illustre bien ce flou dans la politique d'un pays dont le président semble choyer le rêve de la reconstitution de l'empire ottoman disparu, un rêve de grandeur matérialisé par la construction du gigantesque palais présidentiel à Ankara ou par le projet de canal, parallèle au détroit du Bosphore, entre la mer Noire et la mer de Marmara, dont il a lancé le chantier. ■

EUROPE

After 70 years EU to publish Europe's founding documents

On 9 March Commission's Ursula von der Leyen, EP's David Sassoli and the Council's Antonio Costa officially opened the Conference of the Future of Europe. «We will seize the opportunity to underpin the democratic legitimacy and functioning of the European project», the three presidents declared in a joint statement.

Now for the first time in its history, representatives of EU's three institutions pledged that they will publish documents that reveal how Europeans got their peace and democracy. At a press conference on 19 April 2021, Guy Verhofstadt of the Parliament, Dubrovka Šuica of the European Commission and Ana

Paula Zacarias, Portuguese Secretary of State representing the Council, launched a multi-lingual platform so that citizens could debate the Future of Europe.

They were asked to give citizens access to the foundational document on European democracy that changed the face of Europe. The institutions had never published it. Robert Schuman called this the Charter of the Community, (*Pour l'Europe*, 146 pages). It is also known as the Declaration of Inter-dependence. Six Founder States signed it at the same time as the Treaty of Paris on the Coal and Steel Community on 18 April 1951. While the latter describes the insti-

by David Heilbron Price

Fleet Street journalist and sub-editor at the BBC World Service newsroom. Former Information Officer directly attached to the director-general of JRC (Brussels) and later at the RTD. In Luxembourg Editor of 'Information Market' for the Euronet DIANE programme that promoted data network industries in the years before Internet.

tutions, the Charter describes how democracy should develop among States and peoples. It shows how and why Europeans did not fight another war amongst themselves after WW2. In the normal course of two millennia Europeans would have fought a couple of wars in this last three-quarters of a century. Now the public should get to know how that seemingly endless carnage was stopped. Emerging victorious from the world war with Hitler's Nazism and facing a Cold War stand-off with Stalin's Marxist Socialism, the Founding Fathers of Europe left no doubt about how to build Europe in peace. They wanted a secure democracy, not Soviet autocracy that occupied half of Europe.

Documents on how Europeans should develop their democracy were signed and sealed 70 years ago. These are perhaps the most important documents of modern times. Astoundingly the European institutions have NEVER published some of these vital documents. Now they will be! The question of the public's right to know what the Founding Fathers said about Democracy was raised the day after the 70th anniversary of the signature of the Founding document initiating the European Community



▲ Ana Paula Zacarias, Dubravka Šuica et Guy Verhofstadt (de gauche à droite)
Photographe : Aurore Martignoni © Union européenne, 2021

on 18 April 1951. That major anniversary, by any account the key date in European history, was almost entirely forgotten and not celebrated by politicians. Leaders from just three of the five originating institutions spoke about the Future of Europe.

They all pledged that they would publish these documents ... and more. They also said that they would publish - for the first time - the full text of

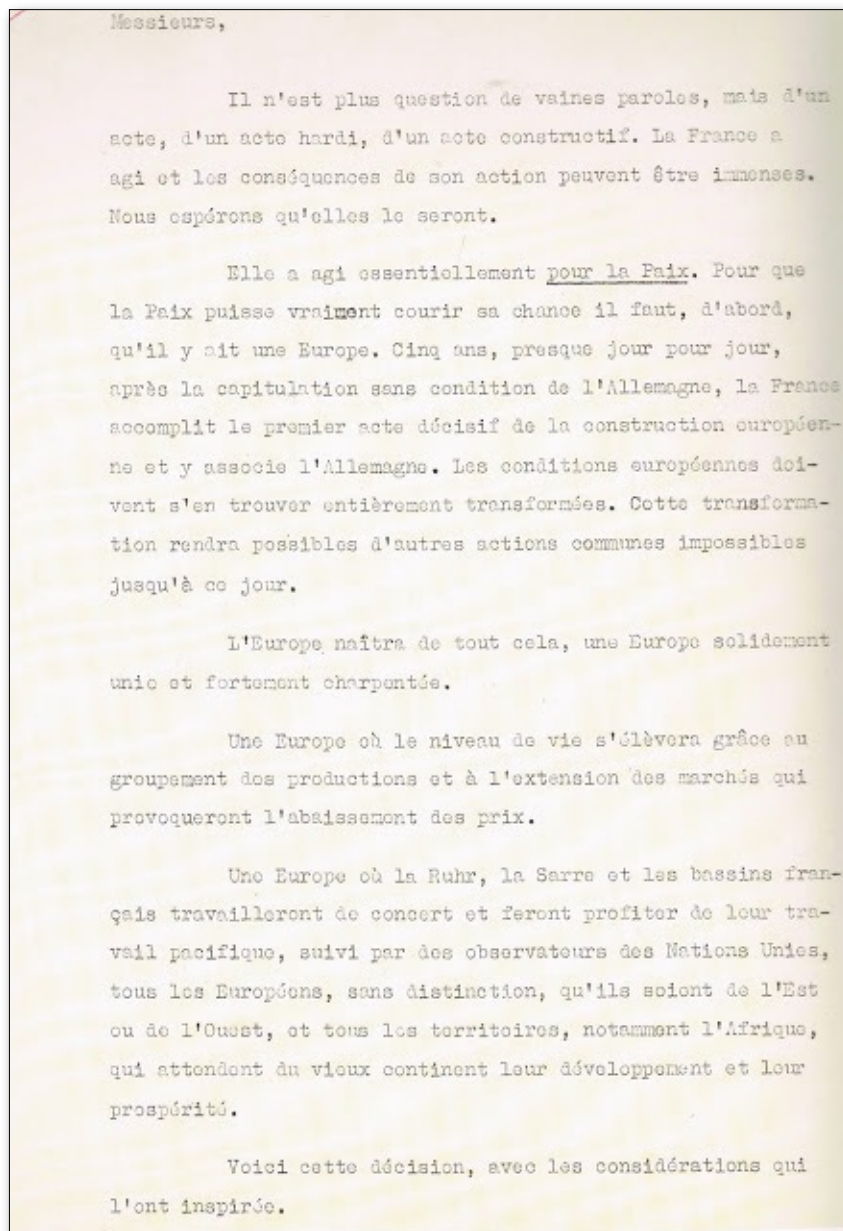
the Schuman Declaration of 9 May 1950. That too has never been published officially. Instead the European Commission published a shorter document called the Schuman Proposal and misleadingly called it the Schuman Declaration.

The Proposal is the legal instrument of the French government, agreed in Cabinet, which invited other countries of Europe to join together to

form a European Community of Coal and Steel. It made clear they would go to war no more. The Declaration is the speech of Robert Schuman, the French Foreign Minister, to the world's press that includes this proposal but also describes exactly how momentous and unprecedented this move is in European history. It announces the birth of Europe and the breadth of action to be undertaken. Following this Declaration, six countries sent their best experts in law, government and economics to design a treaty to implement the Proposal. That massive work, changing the destiny of Europe forever, was completed in a remarkably short period of less than a year.

On 18 April 1951, six foreign ministers with plenipotentiary power of their governments signed not one but two documents. The first was the Treaty of Paris that encapsulated the legal provisions of the European Community and described the five institutions that would manage it, democratically, economically, socially and legally. The second document is of even more lasting importance. Schuman called it the Charter of the Community, reflecting the eternal principles of human freedom of the British Magna Carta. It has been called the Declaration of Inter-Dependence, reflecting the founding American Declaration of Independence that defined separation from British tyrannical (non-democratic) rule and tax from afar.

The European Community Declaration describes the principles by which democratic nations should join together in a Community. It also describes which nations are unfit to join a



democratic grouping of fully working democracies. The Founding Fathers had in mind the fraudulent 'People's Democracies' of the Soviet bloc that did not allow freedom of assembly and thought or the freedom of religion. They also wished to exclude, for the moment until changes were made, Spain and Portugal then under dictatorships.

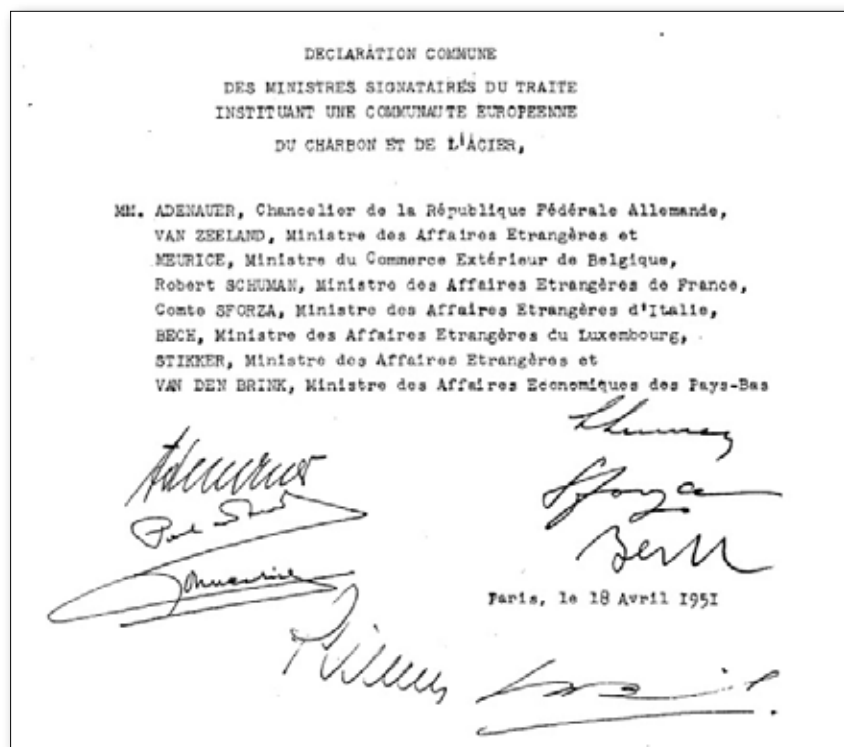
All these historical documents will be soon available for the public, the

press, academics and politicians. The representatives of the three institutions, Council, Commission and Parliament, were also asked to provide

a full analysis of how the Founding Fathers' concepts of European democracy compares with the system we have today. ■



© European Communities, 1992



Extraits de la Déclaration commune du 18 avril 1951

« Considérant que la paix mondiale ne peut être sauvegardée que par des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent ;

Convaincus que la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien de relations pacifiques ; (. . .)

Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé ;

Ont décidé de créer une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. (. . .)

Avant même d'être entrée en action, cette oeuvre a déjà, par la vertu de l'idée qui l'inspire, créé dans nos pays et au-delà de leurs frontières des espérances et une confiance tout à fait exceptionnelles.

En signant ce traité, les parties contractantes ont marqué leur résolution de créer la première institution supranationale et de fonder ainsi les assises réelles d'une Europe organisée. Cette Europe est ouverte à tous les pays européens libres de leur choix. Nous espérons fermement que d'autres pays s'associeront à notre effort. (. . .)

Tous ces efforts sont guidés par la conviction croissante que les pays de l'Europe libre sont solidaires les uns des autres, participent à une destinée commune. (. . .) Telle est la signification de cette journée. Elle sera comprise, nous n'en doutons pas, par nos opinions publiques et par les Parlements qui seront appelés à se prononcer sur le Traité. Les Gouvernements ici représentés seront auprès d'eux les interprètes de notre volonté commune de construire et de servir ensemble une Europe pacifique et prospère. »

AN EXPAT GUIDE TO LIFE AFTER RETIREMENT

Many expats choose to stay in Belgium after they retire, even in taxing times such as these. They decide to enjoy the widely-recognized benefits of what is on offer here in later life. Retirement in the heart of Europe is the opportunity to really get to know the country they have adopted. This hands-on guide gives them tips on how to spend their retirement years in Belgium, with a special focus on Brussels, the center of expat life in this country, on everything from meeting people to health care and welfare. It takes them through pension and inheritance rights, and tells them how to get or keep in touch with their local community and retain a sense of wellbeing and purpose in their later years. This publication was written before the corona virus crisis. But it is relevant even today.

Golden years in Belgium -

An expat guide to life after retirement

King Baudouin Foundation

Brochure 2020 - 48 pages

Free of charge

publi@kbs-frb.be

www.kbs-frb.be

SERVICE AUDIOVISUEL DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Ce service consiste à mettre à disposition du public des images d'actualité ainsi qu'un large fonds d'archives audiovisuelles sur l'histoire de l'Union européenne. Il est ainsi possible d'accéder à l'Europe en son et en images directement sur son écran par Internet. Toute l'actualité européenne est couverte en temps réel : réunions, visites officielles, conférences de presse, signatures de traités, etc. Le service donne également accès à la plus grande médiathèque consacrée à la construction européenne. Ses documents audiovisuels rendent compte de l'histoire de l'Europe depuis les débuts du Marché commun

jusqu'à l'avènement de l'Union d'aujourd'hui. Les photos d'archives couvrent les principaux événements communautaires depuis les années 1950. De plus, Europe by Satellite permet de vivre en direct les principaux événements européens au jour le jour, et ce en langue originale et jusqu'à 24 langues. Une première mondiale.

Source : Europa

EXPLORATION DU MONDE

Après 70 ans d'exploration du monde sous toutes ses formes, l'identité de cette asbl reste la même : faire découvrir le monde à travers le regard, le récit et les histoires vécues par les voyageurs. A l'heure actuelle, les séances d'exploration ne se cantonnent plus uniquement à un pays ou à une région mais les propositions de récit de voyage s'articulent autour de cinq thématiques : le monde de l'aventure, le monde de demain, le monde de la nature, le monde des cultures, le monde intérieur. Les séances d'Exploration du monde se déroulant dans pas moins de 50 communes en Belgique. Le programme 2021-2022 est disponible sur :

<https://explorationdumonde.be>

UNE HISTOIRE DU FAUX ET DE LA CONTREFAÇON

Aujourd'hui la désinformation est partout, mais le mal est ancien. L'histoire regorge de faux-semblants de toutes natures. Le Cheval de Troie, modèle mythologique de la supercherie, fait ainsi écho aux problèmes contemporains d'un monde dominé par Internet. La Maison de l'histoire européenne propose un voyage dans le temps au gré des « faux » qui ont jalonné l'histoire tout en gardant un œil sur la réalité des choses. L'exposition présente des falsifications qui ont eu lieu dans l'histoire en les replaçant dans leur contexte. Elle revient sur leurs origines, les

intérêts qu'elles servaient et comment elles ont finalement été révélées au grand jour. Le but est de montrer que l'imposture est loin d'être un phénomène nouveau... et de réfléchir aux outils qui peuvent aider à résister face aux dupes et aux mystifications. L'exposition a lieu jusqu'en janvier 2022.

Maison de l'histoire européenne

Parlement européen

Rue Wiertz, 60 - 1047 Bruxelles

<https://historia-europa.ep.eu>

ROBERT SCHUMAN DÉCLARÉ « VÉNÉRABLE »

Robert Schuman (1886-1963), père de l'Europe unie, est désormais « vénérable ». L'Église reconnaît ainsi qu'il a vécu les vertus humaines et chrétiennes de façon « héroïque ». Première étape vers la béatification, puis la canonisation, la reconnaissance par l'Église d'une personne comme « vénérable » suppose l'examen approfondi de sa vie et de ses écrits, notamment par des historiens et des théologiens. Pour Robert Schuman, le travail a commencé en 1990 dans le diocèse de Metz, où l'homme politique a vécu, avant d'être transmis à Rome quatorze ans plus tard, en 2004. Il y a un an, à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration Schuman, le pape François avait souligné l'esprit constructif de ce père de l'Europe dont l'action et les propos ont inspiré « le processus d'intégration européenne, en permettant la réconciliation des peuples du continent ». Il réactualisait la déclaration de l'alors ministre des Affaires étrangères de la 4ème République : « Que l'esprit de la Déclaration Schuman ne manque pas d'inspirer ceux qui ont des responsabilités au sein de l'Union européenne, appelés à affronter dans un esprit de concorde et de collaboration les conséquences sociales et économiques provoquées par la pandémie ».

Liberalism revisited : use and abuse

by Robert Cox

The pandemic has given new life to the classic conflict between the rights of the individual and those of the collectivity. It is also an issue at the heart of the European project and civilisation.

Liberal: for western Europeans a cherished concept but one that is frequently abused. And diversely claimed as their heritage on both sides of the political spectrum. Each, of course, with its own interpretations. Right now, debate about liberalism has risen to the surface on two counts: the balance between the rights of society and of the individual in combatting the pandemic; with its emergency recovery programme, the spearheading by the EU of a greater role for the “state”, the public arm, in guiding policy. Arguably there are two major manifestations of the conflict: economic doctrine or dogma; socio-philosophical dissent. Both are, of course, linked. The economic manifestation fills entire libraries. So let us look at it briefly and then concentrate on the second, closer to the mood of our readers. With the collapse of the Soviet Union the priority of the collective over the individual was apparently defeated. Some Germans saw it as a brutal takeover of the cooperative “east” by the free-market “west”. The so-called « Washington consensus » preached radical, neo-liberal conversion to capitalism for the ex-communist countries. For Russia’s oligarchs it justified wholesale theft of state assets. It laid the ground for the financial chaos of 2008.



© Adobe Stock

Europe seeks a middle ground

Public versus private privilege has marked the history of the European Union. A salient example: for many on the left, Commission rigidity over state aid discipline undermines social progress. For the right, however, state aids distort economy. The Commission’s mandatory guardianship of competition is one of its great strengths. But how much freedom does that leave for governments to adjust and correct in the interests of the more equitable society demanded by many if not most of their electors? The spiritual father of EU competition law and practice, and the related single market, was commissioner Hans von der Groeben (in office 1958-1970). His intellectual godfather was no less than Ludwig Erhard, the architect of Germany’s doctrine of Soziale Marktwirtschaft (social market economy) with which the war-wrecked Federal Republic rose from the ruins. This doctrine seeks balance between promoting private enterprise

and protecting citizens through the power of the state. In the 1980s and 1990s so-called “Thatcherism” cum “Reaganomics” sought to curb state power - if not military. Commission President Barroso embraced this doctrinal shift, buttressed by key ultra-liberal commissioners, Frits Bolkestein and Charlie MacCreedy. Much of the impetus behind Brexit originates with resurgent UK neo-liberalism, fuelled by City of London cowboys such as the hedge fund managers. Under Presidents Juncker and von der Leyen the Commission shows signs of moving to a more consensual centre. It remains to be seen whether this shift will have any effect upon the wider debate in European society unleashed by the pandemic.

Cast off the chains

For European citizens the Covid-19 pandemic had shone new light on interpretation of liberalism. Now, in the second year of the pandemic, pressures

*Return to being
the social animals
that we instinctively are.*

grow for further lifting of restrictions and the re-opening of facilities, freedom to move around and abroad, return to being the social animals that we instinctively are. Policy-makers struggle to create a trade-off between lives and livelihoods. Ideological accents have coloured debate. The UK's Tory regime introduced a "Freedom Day" and wholesale scrapping of restrictions. Not everybody is happy. Rising vaccination rates - but persistent infection rates - may not be the open sesame to some new normalcy. In the run-up to September's German federal elections, the business-friendly Free Democrat Party (FDP), with some Christian Democrat backing, has similarly called for widespread scrapping of restrictions. In the Land Nord-Rhein Westfalen the FDP minister for families, Joachim Stamp, has called for Germany's Day of National Unity (October 3) to be baptised Freedom or Self-Responsibility Day (Tag der Eigenverantwortung). Stamp and others argue that the Covid-19 will not go away anyhow, recurring regularly every winter, and that we simply have to get used to it. In other words - in the spirit of ultra-liberalism - stop trying to exercise public responsibility and let things run.

Combatting egoism: no jab¹, no job?

Public debate in France, to cite an example, took a sharper turn when the government introduced a pass sanitaire proof of vaccination as a requirement

for access to public places such as restaurants and entertainment. French debate sharpened further still when the government espoused obligatory vaccination of public health workers. Demonstrations followed with the usual animators of French taste for fronde such as the gilets jaunes and hardliners on both the right and the left - the Rassemblement National and supporters of La France Insoumise. One slogan condemned "sanitary dictatorship." (The Conseil d'Etat - France's watchdog over respect of constitutional order - largely rejected this and backed the government). With culturally different tonalities and guises frondeurs took to the streets elsewhere in Europe. Tempers are rising in Italy. In France, as in Germany, the approach of elections has sharpened debate still further. The voices of those who wish merely to remind us that there IS a pandemic, who call for responsibility and action by public powers, tend to get less media attention. President Macron's message of "vaccination will protect all our freedoms" was largely lost.

All of which, incidentally, contradicts a fundamental principle in a democracy

of the exercise of power whereby the first responsibility of the "state" (of which the EU is a manifestation) towards its citizens is to protect them, in all meanings of the word. It is the basic contract between government and citizens in a liberal democratic society. Democracy in Europe is alive and kicking. And, as throughout so much of Europe's modern history, there flows the current - or the different currents - of what different people interpret as liberalism and freedom. ■

*The Commission's mandatory
guardianship of competition
is one of its great strengths.*



© Adobe Stock

¹ English slang for "injection"

75 ans d'intégration italienne en Belgique

par Raffaele Napolitano

Né à San Severo (Foggia) en 1969, intègre la Commission en 1992. Actif au sein d'organisations syndicales et de la société civile. Travaille actuellement à la DG HR à la Politique sociale et de sécurité. Président du «Comites» Belgique, Brabant et Flandre, coordinateur des 5 Comites en Belgique.



© Adobe Stock

2021, une année pleine de souvenirs pour l'immigration italienne en Belgique. C'est en effet l'année de célébration du 75^e anniversaire des accords signés entre l'Italie et la Belgique pour l'envoi de travailleurs dans les mines, le fameux « accord charbon ».

Des hommes contre du charbon

Après la Seconde Guerre mondiale, lors de la « bataille du charbon », les ouvriers belges ne voulaient plus travailler dans les mines. Le protocole d'accord signé à Rome le 23 juin 1946 entre la Belgique et l'Italie prévoit alors le transfert de 50 000 mineurs transalpins en échange de la vente au meilleur prix de 200 kg de charbon par personne et par jour. L'accord est

signé à un moment où l'Italie, après vingt ans de fascisme, doit redorer son image d'un point de vue diplomatique et résoudre des problèmes internes, comme le chômage et les pénuries de carburant qui bloquent les projets de revitalisation du secteur industriel national. Le 18 avril 1951, le traité « CEECA » est signé à Paris par la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, jetant les bases d'une Europe unie. La CEECA, première organisation internationale fondée sur des principes supranationaux, a pour objectif d'accroître l'emploi, le bien-être et la qualité de vie, grâce à l'établissement d'un marché unique du charbon et de l'acier. Parmi ses objectifs figure « soutenir massivement les industries charbonnières et sidérurgiques euro-

péennes pour leur permettre de se moderniser, d'optimiser la production et de réduire les coûts, tout en soutenant l'amélioration des conditions de vie de leurs salariés et leur reclassement en cas de licenciement ». Avant cela, les pays européens, dont la France et la Belgique, s'étaient engagés dans la bataille du charbon pour alimenter leurs industries nationales et leurs ménages. Tout cela impliquait une production effrénée de charbon, source d'énergie essentielle, reconnue comme la base du miracle économique de l'après-guerre. L'ère de la mobilité de la main-d'œuvre avait commencé, un phénomène migratoire qui a touché divers pays : les travailleurs italiens, polonais, grecs, allemands, hongrois etc., ... étaient les précurseurs d'une Europe unie.

L'incendie meurtrier du Bois du Cazier

Bois du Cazier, Marcinelle, 8 août 1956. Un incendie dans la mine provoque la mort de 262 mineurs de 12 nationalités différentes dont 136 Italiens, 95 Belges, 8 Polonais, 6 Grecs, 5 Allemands, 3 Hongrois, 5 Français (dont 3 Algériens), un Anglais, un Néerlandais, un Russe et un Ukrainien. Beaucoup de choses ont changé depuis : nos compatriotes en Belgique ne sont plus discriminés comme ils l'étaient alors et ne subissent plus le fléau de la silicose. La mobilisation des travailleurs et des syndicats, suite aux terribles événements qui se sont déroulés, a produit un véritable bouleversement du système social, avec des effets progressivement positifs sur la législation sociale en Europe. L'image du mineur a été au fil du temps réévaluée du point de vue professionnel et de ses droits. La figure du travailleur étranger a acquis de la crédibilité et une plus grande dignité. La catastrophe du Bois du Cazier nous rappelle également que, si de nombreux acquis ont été obtenus depuis, ceux-ci doivent être défendus jour après jour et ne jamais être considérés comme acquis pour toujours. Le sacrifice des migrants italiens n'a pas été vain et a montré une fois de plus que, lorsque deux principes fondamentaux sont respectés pour l'homme, tels que l'esprit d'acceptation et le respect de la dignité humaine, le résultat ne peut être que positif. Positif pour tout le monde et en particulier pour les générations futures.

Un exemple d'intégration

Cet anniversaire de l'accord belgo-italien est l'occasion de réfléchir sur le passé et de se souvenir de l'histoire des Italiens en Belgique au cours des 75 dernières années. Notre communauté, composée de milliers de personnes, a été activement impliquée dans les dernières décennies de l'histoire de la Belgique, se distinguant dans tous les domaines : la culture, la politique, le sport, l'entrepreneuriat. On pourrait citer Salvatore Adamo, Enzo Scifo ou le Ministre-président Elio di Rupo mais il y en a beaucoup d'autres. Cette volonté et ces idéaux ont animé le désir de notre communauté de s'engager avec succès dans la voie de la pleine intégration dans le tissu social belge. Des intellectuels de renom racontent souvent l'histoire des Italiens en Belgique à travers des anecdotes poignantes mais malheureusement vraies. C'est une histoire faite d'une humanité forte, mais aussi de grands sacrifices motivés par l'espoir d'offrir un meilleur avenir à leurs proches et la volonté de laisser derrière eux les événements tragiques qui ont caractérisé l'histoire du continent européen dans l'après-guerre.

La diversité multiculturelle de la société européenne telle que nous la connaissons est le résultat de l'immigration de populations, échappant parfois à la pauvreté et au chômage, à la recherche d'un avenir meilleur. La plupart de ces populations provenaient de pays qui font désormais partie de l'Union européenne. L'histoire belgo-italienne se doit d'être aussi l'occasion d'une réflexion sur la manière de reconnecter le passé aux défis des nouveaux migrants et aux murs de plus en plus nombreux qui se dressent en Europe. ■



Une histoire importante :

70 ans d'immigration italienne en Belgique et plus

Les Comites Belgio ont choisi de raconter l'histoire de l'immigration italienne en Belgique à travers une bande dessinée. Son but est de développer la prise de conscience des nouvelles générations sur le phénomène de la migration italienne, en racontant l'histoire avec une clé pédagogique, socio-culturelle et intergénérationnelle. Les Comites ont voulu raconter l'histoire de cette immigration sous forme de bande dessinée car c'est une forme narrative qui unit l'Italie et la Belgique. Cette oeuvre inédite a été créée avec la collaboration des dessinateurs Antonio Cossu et Fred Duart.

Un rapport sur le fonctionnement du Statut

par Félix Geradon

Ancien traducteur à l'unité française du Conseil. Ancien président du Comité du Personnel et responsable de l'Union Syndicale Bruxelles au Conseil. A participé aux négociations sur les réformes du Statut de 2004 et 2014. Pensionné depuis 2019 et membre du CA Section Belgique AIACE.

Le 4 août 2021, la Commission a publié un rapport au Parlement et au Conseil évaluant le fonctionnement du Statut et du RAA (Régime applicable aux autres agents).



© Adobe Stock

Dans les modifications statutaires entrées en vigueur en 2014, les États membres ont en effet ajouté l'exigence d'un rapport général, qui s'ajoute aux nombreux rapports que prévoyait déjà le Statut ou qui y ont été introduits à l'initiative de la Commission. Le rapport commence par rappeler les trente-quatre (!) rapports déjà présentés depuis 2014, soit par la Commission soit par la Cour des Comptes, parfois en en soulignant les conclusions.

Rémunérations et pensions

Pour les anciens, les rapports les plus importants concernent la Méthode et les pensions. Outre les rapports an-

nuels sur les implications budgétaires de l'actualisation des rémunérations et des pensions, la Commission a aussi soumis en décembre 2018 un rapport intermédiaire sur l'application de l'annexe XI (Méthode d'adaptation des rémunérations et pensions), qui concluait que celle-ci avait été mise en œuvre conformément aux règles applicables durant la période d'évaluation. On y soulignait que, « étant donné que la méthode actuelle comprend une actualisation annuelle automatique et des clauses automatiques en cas de crise, elle a apporté une réponse effective aux difficultés de mise en œuvre des méthodes précédentes. »

En ce qui concerne les pensions, la Commission a également présenté en décembre 2018 un rapport intérimaire sur l'application de l'annexe XII (équilibre du régime de pension), qui a montré que ces dispositions avaient atteint leur objectif spécifique consistant à garantir l'équilibre du régime (y compris la contribution au régime de pension versée au budget par le personnel pour couvrir un tiers des droits à pension acquis chaque année). Le rapport intérimaire a par ailleurs confirmé que les réformes du Statut adoptées en 2004 et en 2014 avaient engendré de très importantes économies annuelles résultant de la réduction des prestations et du relèvement de l'âge de la retraite. Tant la Méthode d'adaptation des rémunérations que la Méthode d'adaptation des contributions au régime de pension seront à nouveau analysées dans les deux rapports que la Commission est tenue de soumettre au Parlement

européen et au Conseil en 2022, et sur la base desquels elle présentera, le cas échéant, des propositions législatives en vue de modifier ces dispositions du Statut.

Éthique et lobbying

Les rapports publiés sur la base de l'article 16 sont également intéressants, surtout pour les anciens membres de l'encadrement supérieur. Rappelons les dispositions de cet article :

Dans le cas des anciens membres du personnel d'encadrement supérieur au sens des mesures d'application, l'autorité investie du pouvoir de nomination leur interdit, en principe, pendant les douze mois suivant la cessation de leurs fonctions, d'entreprendre une activité de lobbying ou de défense d'intérêts vis-à-vis du personnel de leur ancienne institution pour le compte de leur entreprise, de leurs clients ou de leurs employeurs concernant des questions qui relevaient de leur compétence pendant leurs trois dernières années de service. (...) Chaque institution publique, chaque année, des informations sur la mise en œuvre du troisième alinéa, y compris une liste des cas examinés.

L'annexe I du rapport indique le nombre d'anciens directeurs, directeurs généraux ou titulaires d'autres fonctions du même niveau mentionnés chaque année par chaque institution (en oubliant malheureusement la Commission elle-même).

Recrutement et équilibre géographique

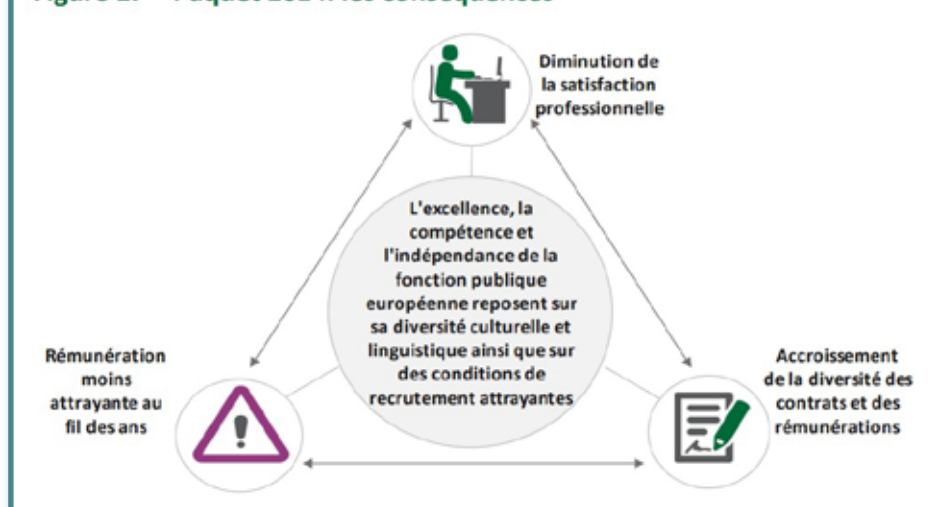
Même si les anciens ne sont pas directement concernés, il convient de dire quelques mots au sujet du re-

crutement. Dans le rapport qu'elle a présenté sur l'équilibre géographique, la Commission note que dix nationalités parmi les quinze présentes avant 2004 (DK, DE, IRL, FR, LU, NL, AT, PT, FI et SV) sont nettement sous-représentées au sein des administrateurs en début de carrière à la Commission. Cette sous-représentation est étroitement liée à un manque d'intérêt pour une carrière dans la fonction publique européenne, comme en témoigne la faible participation des ressortissants de ces pays aux concours généraux EPSO¹. La Cour des Comptes a également publié un rapport portant sur ces concours. Il en ressort qu'une proportion importante des lauréats de concours travaillaient déjà dans les institutions et avaient une expérience professionnelle nettement plus longue que ce qui était demandé pour le grade du concours, expérience qui n'était donc pas pleinement valorisée. Ces éléments contribuent au manque d'attractivité des carrières au sein des institutions européennes pour les ressortissants des États membres sous-représentés.

Conséquences négatives des modifications statutaires de 2014

Ce n'est que très furtivement que la Commission aborde dans son rapport au Parlement et au Conseil un autre rapport de la Cour des Comptes sur la « Mise en œuvre, à la Commission, de la révision 2014 du Statut et des mesures y afférentes – Des économies substantielles, mais non sans conséquences pour le personnel ». Ce rapport est particulièrement critique pour les mesures d'économie introduites en 2014 qui, si elles ont effectivement conduit à des économies,

Figure 17 – Paquet 2014: les conséquences



ont également « eu des conséquences négatives pour le personnel. Une nette diminution de la satisfaction du personnel et une augmentation des congés maladie ont été observées, plus particulièrement parmi les agents les plus touchés par les modifications du Statut et de leur charge de travail. [...] L'intérêt manifesté par les nouvelles recrues potentielles a également faibli. Les modifications sont susceptibles d'exacerber les difficultés existantes à recruter du personnel issu de certains pays déjà largement sous-représentés à la Commission. »

En conclusion

La Commission termine son évaluation du fonctionnement du Statut en notant que toutes les actions en justice contestant les différents aspects de la réforme de 2014 ont été rejetées. Elle se félicite en outre de l'efficacité du processus de dialogue social mais n'indique pas si les représentants du personnel partagent ce constat.

La conclusion tirée par la Commission est qu'elle a rempli ses obligations en

matière d'établissement de rapports et que les dispositions adoptées par le législateur ont démontré leur valeur ajoutée et leur pertinence par rapport à ses objectifs. Il semble que la principale utilité de ce rapport soit de rappeler que la Commission est soumise à une obligation « intensive » de rapport sur différents aspects du Statut, comme c'est par ailleurs le cas dans les différentes politiques européennes, et de souligner les conclusions de certains d'entre eux. On peut cependant regretter que la Commission n'ait pas donné davantage de précisions – voire de perspectives d'amélioration – sur les conséquences négatives du paquet 2014 mises en évidence par la Cour des Comptes au lieu de conclure que ce paquet aurait démontré sa valeur ajoutée. ■

¹ Office européen de sélection du personnel

par Monique Théâtre

Trouver le bénévolat idéal

Pour beaucoup de pensionnés, faire du bénévolat constitue un des objectifs de leur vie « post-active » car il leur permet ainsi de se rendre utiles et de rester intégrés dans le tissu social. Un nouvel espace dédié au bénévolat, mis en place récemment par la Commission au sein de la plateforme belge « Give a Day » peut les aider dans leur recherche d'activités. Janette Sinclair, conseiller « Corporate Social Responsibility » à la DG HR, et son assistante Ludmila Handjieva, chargée de communication, nous en disent plus à ce sujet.

Comment est née l'idée de cette plateforme ?

JS : La Commission européenne a décidé d'offrir à son personnel des opportunités de faire du bénévolat en créant en 2016 l'initiative « Volunteer for a change ». Elle visait à encourager les collègues à s'impliquer dans leurs communautés locales et à manifester leur soutien et appartenance à travers des actions de volontariat. De multiples campagnes ont été lancées, les « team buildings » volontariat se sont succédé. Vu l'intérêt manifeste du personnel à faire du bénévolat, l'équipe de « Volunteer for a change » a décidé d'avancer d'un pas et de passer par une plateforme dédiée qui satisferait les demandes et les besoins d'actions très diversifiés. En effet, une des ambitions de l'initiative étant de pouvoir offrir un large éventail de possibilités de volontariat, élargir la liste des

possibilités en passant par une plateforme était une excellente manière de l'atteindre. C'est ainsi que le contact avec « Give a Day » a été fait et qu'un abonnement a été souscrit.

En quoi consiste la plateforme Give a Day ?

JS : Au départ, Give a Day est un mouvement citoyen qui entend faciliter le lien entre les personnes désireuses de se rendre utiles par le bénévolat et les besoins des associations intéressées et leurs bénéficiaires. Par l'action, cette association belge désire créer une société plus engagée, solidaire, respectueuse, ouverte et cohérente. Pour réaliser cet objectif, elle a mis sur pied une plateforme de « matching » qui met en relation les offres et les demandes. Relativement jeune, elle est néanmoins bien connue dans le secteur du volontariat et comprend à présent un large réseau de diverses ONG. D'autres partenaires comme les communes, des entreprises, des écoles, la Commission communautaire française (COCOF) ou l'ULB sont également présents.

Il y a donc un espace spécifique pour les collègues et aussi pour les pensionnés ?

LH : Oui, nous avons voulu tester, sur la plateforme Give a Day, l'intérêt du personnel en créant un espace on-line spécifique. Cet espace, intitulé « EC Staff Volunteer for a Change » est destiné à tous les membres du personnel de la Commission, actifs

et pensionnés, de même qu'aux membres de leur famille et aux stagiaires (Blue Book). Nous avons suivi le développement de ce projet étape par étape en établissant notamment les premiers contacts et en sélectionnant par la suite les associations. La partie visuelle du site et la mise en page sont attrayantes et conviviales. Cet espace offre ainsi la possibilité aux collègues actifs et pensionnés de trouver des offres de volontariat dans une multitude de domaines, partout en Belgique, pour des missions de durée adaptable aux différentes disponibilités.

Quelles sont les associations présentes sur l'espace ?

LH : L'espace « EC Staff Volunteer for a Change » regroupe d'un côté les associations avec lesquelles la Commission a collaboré dans le passé ainsi que toute une panoplie d'autres d'associations soigneusement sélectionnées. En effet, les quelque 125 associations déjà présentes font partie de celles avec lesquelles nous avons travaillé et dont les missions, enjeux et activités correspondent aux valeurs européennes et n'ont ni connotation commerciale, ni tendance politique ou religieuse. La couverture géographique a également été prise en compte. L'ambition est d'agrandir de plus en plus le nombre d'associations proposées afin de pouvoir offrir un large choix aux volontaires en aidant le plus grand nombre d'associations en même temps.



Comment cela fonctionne-t-il ?

LH : La première étape consiste à s'enregistrer sur la plateforme. Étant donné qu'il s'agit d'un service tiers, il ne faut pas utiliser son compte EU Login mais bien se créer un compte personnel avec son adresse email privée. Une fois l'enregistrement fait, il y a lieu de définir son profil, à savoir lister les domaines d'activité que l'on recherche pour devenir bénévole. On peut également effectuer une recherche directe pour une activité précise. Après cette étape, différentes offres de volontariat sont proposées. Il suffit alors de cliquer sur « Je suis intéressé(e) » sur la page décrivant l'activité et une fenêtre s'ouvrira où l'on peut rédiger un court message à l'attention de l'association pour mieux définir sa motivation et sa disponibilité. La plateforme fonctionne selon des algorithmes qui font concorder les préférences individuelles avec les besoins spécifiques des organisations. Une fois qu'on est enregistré, on peut également personnaliser ses besoins en indiquant par exemple des jours et horaires précis où l'on est disponible, un lieu de préférence, etc.

Quelles sortes d'activités sont proposées ?

JS : L'offre est très large et très diversifiée. Quelques exemples : aider des enfants dans le cadre de cours de langues, discuter et aider des personnes en difficulté ou très âgées, utiliser ses compétences de bricoleur, effectuer des tâches administratives, aller faire du vélo avec des personnes malvoyantes, s'occuper d'animaux, ... La plateforme a également un caractère inclusif par rapport aux personnes porteuses de handicap. Beaucoup d'activités proposées sont accessibles aux collègues à mobilité réduite et la volonté de l'équipe de Give a Day est de favoriser et de développer de telles activités. D'autre part, il est évident que la crise sanitaire due au Covid-19 a eu un impact direct sur les offres de volontariat. Beaucoup d'organisations ont dû ajuster leurs besoins en fonction de cette situation. Le conseil à l'heure actuelle est de ne pas prendre de risques et de favoriser les activités en ligne ou en extérieur et, de toute façon, respecter les règles sanitaires.

Quel message désireriez-vous transmettre aux lecteurs de l'Écrin ?

JS : Trouver le bénévolat qui correspond le mieux à ses attentes et à ses motivations est important. Grâce à la plateforme « EC Staff Volunteer for a Change », vous avez à votre disposition une occasion unique de découvrir de multiples possibilités d'activités présentes en Belgique et de faire ainsi votre choix. Et n'oubliez pas que les bienfaits du volontariat sur le bien-être et la qualité de vie, particulièrement chez les plus âgés, ne sont plus à prouver. Alors rejoignez-nous sur la plateforme, une simple simulation vous donnera un aperçu des nombreux domaines où vous pourrez être utiles. ■

Visitez la plateforme **Give a Day** pour le personnel de la Commission !
<https://www.giveaday.be/fr-be/ecstaffvolunteerforachange>
 Pour toute information complémentaire, contactez l'équipe responsable :
Janette Sindair, Conseiller
 « Corporate Social Responsibility »
Ludmila Handjieva, assistante de communication, coordinatrice du projet
Contact
EC-STAFF-VOLUNTEERING@ec.europa.eu

Vivre avec Parkinson

par Monique Théâtre

A côté de son rôle de conseiller à la DG HR de la Commission pour l'aspect « Corporate Social Responsibility », Janette Sinclair a fait part dans un récent entretien d'une cause qui lui tient particulièrement à coeur, l'Action Parkinson, et pour laquelle elle s'investit personnellement, à la croisée entre vie professionnelle et vie privée. Cet entretien a été initialement réalisé par le collectif citoyen Eupatria, qui encourage l'engagement des Européens bruxellois au service de leur ville. Il a été légèrement amendé pour s'adresser plus spécifiquement aux collègues pensionnés qui peuvent être concernés ou intéressés par cette cause.



Janette Sinclair © AIACE.BE

Faisons les présentations ...

Je suis galloise, britannique et surtout européenne. J'ai fait mes études en lettres italiennes et en développement européen. J'ai travaillé durant 15 ans auprès des ministères de l'Emploi et de l'Éducation au Royaume-Uni, incluant des passages par Bruxelles (en tant qu'expert national détaché), Paris et Moscou, la plupart du temps dans des postes de management.

J'ai eu l'occasion de faire un stage à la Commission où j'ai travaillé pour Petra, le précurseur du programme Jeunesse. J'ai ainsi pu assister à la présentation au Parlement de la première mise en place d'Erasmus. J'ai apprécié l'ambiance communautaire - c'était l'époque de la Rotonde et de l'Économat au Berlaymont - et j'ai adoré aussi l'expérience bruxelloise, quel plaisir de découvrir l'Art nouveau, les clubs de jazz, la Forêt de Soignes, la cuisine belge, ... !

Quand as-tu entamé ta carrière à la Commission ?

C'est en 2003 que j'ai rejoint véritablement la Commission européenne, tout d'abord au sein de la DG EAC, ensuite à la DG HR en 2007, comme chef d'unité de la Communication interne. J'y ai notamment mené le développement et la mise en place du nouveau « MyIntracomm » en partenariat avec DIGIT. Le portail spécifique pour les pensionnés date aussi de cette époque. En 2011 j'ai été nommée chef de l'unité « Politique sociale et Relations avec les anciens » qui m'a ainsi permis de cerner les besoins spécifiques des pensionnés et

de découvrir l'action de l'AIACE. Actuellement, je suis, toujours à la DG HR, conseiller pour le « Corporate Social Responsibility ».

Comment s'est passé le déclic qui t'a poussée à t'engager ?

J'ai toujours été une citoyenne responsable. Quand j'étais plus jeune, je participais à des campagnes de sensibilisation pour un meilleur bien-être des animaux dans la chaîne agro-alimentaire. D'un point de vue professionnel, j'ai travaillé étroitement avec des organisations du secteur du volontariat, sur la formation et les besoins éducatifs spécifiques. Le « déclic » est venu quand on m'a diagnostiqué la maladie de Parkinson en 2013. Ce fut un choc énorme ! Mon fils avait 10 ans, j'étais la principale source de revenus de la famille. J'ai arrêté de travailler pendant un an. Je ne savais pas du tout où demander de l'aide à Bruxelles, cela m'a fait réaliser à quel point nous pouvons être isolés en tant qu'expatriés. Quand j'ai trouvé de l'aide, ce n'était pas ce que je voulais. Des séances d'information complètes, détaillant tous les aspects de la maladie de Parkinson avancée, étaient bien intentionnées mais terrifiantes. J'ai fait mes recherches et j'ai fini par rencontrer quelques personnes dans ma position : aux premiers stades de la maladie, toujours actifs, certains avec des enfants à la maison. Et avec les mêmes préoccupations : vouloir rester actifs, se demander comment garder leur emploi malgré la maladie,



Janette Sinclair © AIACE.BE

que dire aux enfants. Nous avons alors mis sur pied un groupe de parole, « On bouge avec Parkinson », pour promouvoir l'importance d'une activité physique régulière et rigoureuse, seule chose prouvée pour ralentir cette maladie dégénérative.

Aujourd'hui, quelle est l'association pour laquelle tu t'engages ?

Je suis membre active d'Action Parkinson, un centre d'activités bruxellois créé fin 2018 avec le soutien d'Alain Mallart, entrepreneur, philanthrope et confrère parkinsonien. Je soutiens notre coordinatrice, Cécile Grégoire, avec des idées pour développer nos activités, des contributions sur nos communications et traductions, et je suis le point de contact pour toute personne venant des institutions européennes. Action Parkinson propose des activités choisies pour leur effet bénéfique sur la maladie : marche nordique, qi gong, tango, danse expressive (Kinesiphilia), séances de gym

et boxe, qui est mon sport préféré ! Nous avons continué à proposer des activités durant la crise sanitaire, avec des groupes de discussion en ligne hebdomadaires et des activités extérieures telles que la marche nordique lorsque cela était autorisé. C'est un énorme soulagement de recommencer les activités en présentiel !

Qu'est-ce que cet engagement t'apporte ?

Sur le plan personnel, mon implication à Action Parkinson me donne mon mot à dire sur ce qui m'arrive et cela me donne le courage de continuer à lutter contre la maladie. Pour être honnête, je ne m'attendais pas à travailler à temps plein aussi longtemps après le diagnostic. Voir à quel point nos membres apprécient le centre est une autre grande source de motivation, et je resterai engagée tant que je pourrai encore le faire. Pour les mêmes raisons, j'ai contribué à la création d'une association d'entraide pour le personnel de la Commission en situation de handicap ou connaissant des problèmes de santé chroniques afin de fournir une structure sur le lieu de travail permettant de faire remonter les expériences de ces collègues auprès des services administratifs et de faire pression pour obtenir des améliorations.

Comment concilier un engagement personnel fort dans une vie déjà bien remplie ?

La maladie de Parkinson me ralentit et je dois faire attention à la façon dont j'utilise mon temps. J'ai la chance que mon activité principale au tra-

vail est de promouvoir le volontariat du personnel à travers l'initiative « Volunteer for a Change » (cf. p. 40) de la Commission, que j'ai mise en place en 2016. Le volontariat est un moyen formidable de rencontrer des personnes formidables et d'apporter ainsi sa petite pierre à l'édifice de notre société. Je reçois beaucoup d'énergie en connectant les gens et les idées, et en aidant à faire bouger les choses. L'alignement positif entre mon travail et mon volontariat personnel facilite les choses.

Quel est le message que tu voudrais faire passer, spécialement à nos anciens collègues retraités ?

Je dirais aux collègues atteints ou directement concernés par la maladie de Parkinson et qui se sentent parfois un peu isolés et désemparés de ne pas hésiter à demander de l'aide. Le fait de côtoyer d'autres personnes atteintes de la même maladie et de pouvoir partager son ressenti fait partie intégrante de la gestion quotidienne d'une condition chronique. Donc, si vous êtes dans cette situation, n'hésitez pas, si ce n'est pas encore le cas, à prendre contact avec l'association Action Parkinson. ■

Action Parkinson asbl

Lieu des activités
chaussée de Vleurgat, 109
1050 Bruxelles
www.actionparkinson.be

Contact
Cécile Grégoire - 0494 531 046
cecile.gregoire@actionparkinson.be

Peter Zangl, un collègue atypique

par Daniel Guggenbühl



Peter Zangl © AIACE.BE

On n'a pas de mal à sympathiser avec cet homme jovial, au rire facile et bien dans sa peau. Il a à son actif une carrière européenne foisonnante de diversité qui l'a conduit partout dans le monde.

Peter est né en 1946 dans le Sud de l'Allemagne, dans ce qui était la zone d'occupation française. Deux ans plus tard, ses parents allèrent s'établir dans une petite ville de Normandie, où Peter fit toute sa scolarité, jusqu'au baccalauréat français. Vous ne serez donc pas étonnés de l'entendre s'exprimer avec la plus grande aisance dans la langue de Voltaire. Il précise que, durant ce séjour en France, il n'a jamais fait l'objet d'une quelconque discrimination en raison de ses origines allemandes. Après sa scolarité, il a suivi pendant deux ans des cours de science économique à l'université de Rouen avant de s'inscrire, dans la même discipline, à l'université de Cologne, où il obtint

son doctorat. Il travailla ensuite pendant cinq ans dans un institut de recherches économiques à Essen.

Un parcours professionnel diversifié

La carrière européenne de Peter commença en 1978 à la direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission, où il passa huit années avant d'intégrer, comme chef d'unité, la DG Budget : il s'agissait alors, dans le cadre de l'équipe en charge de la réforme budgétaire, de préparer le « paquet Delors I » portant sur les ressources propres, la discipline budgétaire et les perspectives financières, un travail très intense mais qui, selon Peter, lui procura de grandes satisfactions. En 1988, il fut nommé directeur dépenses, chargé en particulier du « paquet Delors II ». En 1993, il intégra la DG Affaires sociales et s'occupa du Fonds social européen comme outil d'une politique de l'emploi active. Une nouvelle affectation l'attendit en 1996 lorsqu'il fut muté à la DG Relations extérieures où, sous l'autorité du commissaire Manuel Marin, il s'occupa du dossier Méditerranée. Marin, nous dit Peter, était réputé pour son caractère difficile, mais sa relation avec lui fut bonne. En 2001, nouvelle affectation : Peter devient directeur général adjoint de la DG INFSO (Information Society and Media) et s'occupe du Programme cadre de Recherche et des relations internationales. Dernière affectation en 2008 à la DG ECHO : aide humanitaire. Retraite en 2011. Ce fut donc un parcours d'une diversité rare qui n'a laissé à Peter que de bons souvenirs. Il le qualifie d'« hyper-intéressant ». Dans chacune des fonctions qu'il a exercées, il a beaucoup appris et a toujours entretenu de bonnes relations avec ses collègues. Il habite à présent une maison « bel-étage » de 1948 dans un quartier

tranquille de la commune d'Etterbeek qui est meublée avec la plus grande simplicité. À l'arrière de la maison s'étend un large jardin dont l'entretien, dit Peter, n'est pas vraiment « son truc ». Il a cinq enfants dont deux, originaires d'Afrique du Sud, ont été adoptés à l'issue d'un processus long et parfois difficile.

Bénévolat humanitaire et photographie

Après son départ à la retraite, il n'a pas cherché à exercer une quelconque fonction de conseiller ou de consultant. En revanche, sa fibre humanitaire se manifeste dans ses activités au sein d'une ONG travaillant pour l'Organisation mondiale contre la torture, qui lutte pour inciter les gouvernements à mettre fin à la torture et aux traitements dégradants. Concrètement, il s'agit d'œuvrer en faveur de la libération de prisonniers, de mettre à l'abri des personnes persécutées et de former du personnel pour ces activités. Un bureau, établi à Tunis, contribue au processus de démocratisation. Peter représente l'Organisation auprès de l'Union européenne. Il effectue aussi des missions sur le terrain et regrette que, à travers le monde, ces problèmes soient en augmentation. L'autre activité qui meuble les loisirs de Peter est la photo, qu'il pratique depuis une quinzaine d'années. Il a organisé des expositions de photos aussi bien pour son compte qu'au titre du collectif « Tête-bêche » dont il est membre. La dernière de ces expositions a eu lieu aux Halles Saint-Géry de Bruxelles en 2019. Pour faire de bonnes photos, dit-il, il faut « avoir de bonnes chaussures » parce qu'il faut beaucoup marcher afin de pouvoir aller partout, regarder beaucoup et de temps à autre appuyer sur le déclencheur. Il faut aussi être capable de s'immerger au cœur du sujet photographique, comme il l'a fait, dans un centre de demandeurs



Molenbeek, 2008 © Peter Zangl

d'asile à Natoye. Pour le reste, bien qu'il ne maîtrise aucun instrument de musique, il est amateur de jazz et de musique contemporaine ainsi que de théâtre. Il aime les randonnées en montagne.

La construction européenne, selon Peter, n'est pas définitivement acquise. Il faut sans cesse œuvrer à la faire progresser et ne pas simplement rester sur les acquis. La pandémie a été globalement bien gérée et le plan de relance, complété par la nouvelle capacité d'emprunt, est une bonne initiative. La défense européenne, pour sa part, laisse à désirer et il importe que l'Europe soit capable de se libérer de la protection américaine. Peter nous laisse l'impression d'un eurocrate atypique ayant tourné la page de son parcours à la Commission et pleinement épanoui dans sa nouvelle vie de retraité. ■

Maria Fornasier,

l'ivresse du travail et de l'Italie

par Monique Théâtre

Parmi nos anciens collègues, il y a celles et ceux qui ont multiplié les mutations, par choix ou par obligation et d'autres qui sont restés fidèles à un service et à qui on a accordé cette possibilité. Maria Fornasier a eu la « chance », comme elle l'appelle, d'avoir été l'assistante fidèle des commissaires et vice-présidents italiens qui se sont succédé durant sa carrière de 37 ans au sein de la Commission.

Cabinet Levi Sandri

Née à Vérone en 1935, Maria intègre en 1963 le cabinet Levi Sandri sous la présidence Hallstein II. Avec ce vice-président en charge des Affaires sociales, elle sera directement plongée dans le monde des travailleurs et dans l'élaboration de nombreuses réglementations relatives au droit du travail. Elle se souvient par exemple des progrès réalisés en matière de sécurité comme l'obligation pour les ouvriers de porter un casque jaune sur les chantiers.

Cabinet Malfatti

Au début des années 70, elle est sollicitée, au sein du Cabinet Malfatti, par le vice-président Sicco Mansholt, qui lui demande d'être son assistante. Les tâches sont nombreuses et diversifiées, c'est l'époque de la préparation de l'adhésion du Royaume-Uni, de l'ouverture aux USA et des prémises de l'idée de monnaie unique. Maria travaille alors dans l'immeuble de la Joyeuse Entrée où l'ambiance, nous dit-elle, était « exceptionnelle » mais où le travail ne manquait pas.

Cabinet Scarascia-Mugnozza

Avec Carlo Scarascia-Mugnozza, le style change, « un homme du sud » nous décrit Maria, nous n'en saurons pas plus... Il y avait malgré tout alors, au sein des cabinets italiens,

peu de membres du personnel de cette nationalité. Bruxelles n'exerçait pas encore l'attrait qu'elle a eu par la suite pour les Italiens et les descendants des « gueules noires » qui avaient immigré en Belgique suite à l'accord « charbon » de 1946 occupaient surtout les fonctions de chauffeur ou d'huissier dans les DG.

Cabinet Natali

La période la plus enrichissante pour Maria a été celle passée auprès de Lorenzo Natali, de 1977 à 1989. Ceci est dû en grande partie à la personnalité attachante de ce Florentin qui a passé 12 ans à la Commission sous les présidences Jenkins, Thorn et Delors avec des portefeuilles aussi denses que l'élargissement, l'environnement, la sécurité nucléaire, la politique méditerranéenne ou le développement. Tous les matins, Maria dépose sur le bureau du commissaire les dossiers à traiter durant la journée. C'est sans doute à cette période qu'elle prend toute la mesure de son rôle d'assistante de cabinet, étant le véritable intermédiaire et établissant le relais avec les DG, que ce soit au niveau du directeur général ou des assistants. Elle qualifie sa relation avec Natali de « complicité honnête ». Les anecdotes ne manquent pas durant cette longue période comme celle où Dieter Frisch et son commissaire, en route vers Luxembourg et subissant une panne de voiture, ont dû faire de l'auto-stop pour pouvoir rejoindre la réunion et ce, dans une camionnette maculée de ciment. Tous les participants se sont demandé qui étaient ces deux hommes enfarinés qui déboulaient en retard dans la salle... La dernière fois que Maria a vu Lorenzo Natali à l'aéroport, déjà malade et rentrant chez lui à l'Aquila, il lui a remis une rose rouge, en guise de remerciement et sans doute d'adieu...

Maria possède toujours la rose, aujourd'hui séchée entre deux feuilles ...

Cabinet Pandolfi

Avec l'arrivée de Filippo Maria Pandolfi, succédant à Lorenzo Natali, le style change radicalement. Les chefs de cabinet défilent et il y a des pleurs dans les couloirs ... Pandolfi est exigeant et se conduit comme un véritable « chef ». Maria hésite à rester mais son amour pour le travail dans les cabinets italiens est le plus fort et elle reste. Elle accepte sans broncher d'arriver la première avant tout le monde, ce que son nouveau patron lui demande de faire chaque matin. Entre les deux collègues, le ton est incisif, voire railleur, mais le respect s'installe. Ils deviendront amis et encore aujourd'hui, Maria et Pandolfi, âgé aujourd'hui de 93 ans, se téléphonent régulièrement.

Cabinet Vanni d'Archirafi

L'arrivée de Raniero Vanni d'Archirafi en 1993 permettra à Maria de travailler sur l'Europarténariat, programme visant à stimuler et à promouvoir les accords de coopération entre entreprises, ce qui l'amènera à faire de nombreuses missions. Avec la nomination de Mario Monti en 1999, Maria, après 37 ans de bons et loyaux services, décide de se retirer de la vie communautaire.

Soutien et assistance aux Italiens en Belgique

Mais l'activité de Maria ne s'est pas limitée à son seul travail au sein des cabinets. Très rapidement, elle prend conscience de la situation, parfois dure et difficile, des immigrés italiens en Belgique. Lorenzo Natali avait tenu à l'emmener à Marcinelle, au cœur même du Bois du Cazier, pour lui montrer la réalité de



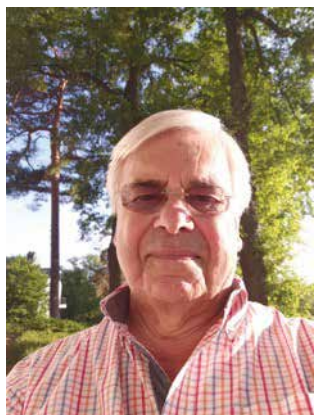
1995, Maria Fornasier
avec le commissaire Filippo Maria Pandolfi © AIACE.BE

la catastrophe de 1956. Maria veut alors agir, elle intègre le Comites, Comité des italiens à l'étranger, et le COASIT, Comité d'assistance aux italiens. Elle consacrera de nombreux week-ends à créer dans un local à Laeken une bibliothèque et une ludothèque pour les enfants du quartier. Elle remuera ciel et terre et les politiques en Belgique pour fournir des ordinateurs aux jeunes italiens défavorisés. Elle leur donnera également des leçons d'italien. Lors du drame du Heysel en 1985, elle s'occupera de l'accueil des familles, notamment via l'association Femmes d'Europe. Son combat pour les femmes sera aussi récompensé en 1973 par un arrêt de la Cour donnant raison à un collectif féminin, dont elle fait partie, dans le contexte d'un divorce belgo-italien.

Aujourd'hui âgée de 86 ans, dans sa paisible maison de Tervueren qu'elle occupe depuis son arrivée en Belgique, Maria est fière d'évoquer ses fils, tous deux architectes, et ses trois petits-enfants. Lorsqu'elle s'occupe de son jardin, elle repasse en mémoire son « merveilleux parcours » à la Commission et la chance qu'elle a eue de pouvoir concilier travail et amour de l'Italie et des italiens. ■

Paul Bourdeaux, une nuit inquiétante aux îles Salomon

par Philippe Loir



© AIACE.BE

Être fonctionnaire européen ne signifie pas toujours travailler en complet veston derrière un bureau avec téléphones et ordinateurs. Nos collègues de l'aide au Développement sur le terrain ont pu se retrouver dans des situations étranges et inquiétantes, comme l'écrit notre

collègue Paul Bourdeaux, rencontrées lors d'une mission aux îles Salomon, ces régions lointaines difficiles à situer où se déroulèrent de terribles combats avec les Japonais dans l'île de Guadalcanal en 1942.

« Ma première visite aux îles Salomon qui, en tant que membres du Commonwealth, avaient rejoint en 1975 l'accord d'association entre la CEE et les Etats ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), date de juillet 1989. Je tenais à voir un projet qui m'intriguait dans l'île de Malaita. En effet, le gouvernement avait proposé à une communauté villageoise de 200 habitants de cette île de financer un élevage de chèvres, projet refusé par cette communauté. Un

second projet a alors été proposé : c'était l'aménagement de pistes pour désenclaver le village. Nouveau refus ! L'administration a alors demandé à la communauté villageoise de lui soumettre un projet. Comme elle est installée dans la forêt, la communauté a demandé à l'administration le financement d'un projet permettant d'apprendre à construire des maisons en bois à la place des maisons traditionnelles faites de torchis. La Commission européenne a ainsi été amenée à financer un projet comprenant le recrutement d'un architecte fidjien et l'achat d'une grande scie pour scier des arbres et en débiter des planches. Au départ, une maison pilote a été construite comme modèle pour des constructions futures.

Après trois heures de canot pour rejoindre le village, j'arrive sur place avec Jo, l'adjoint du chef du village. Nous sommes accueillis joyeusement par près de la moitié de la population, manifestement heureuse de notre présence. Jo me présente en quelques mots et m'invite à prendre la parole ! Je parle bien sûr de l'Europe (ça ne leur dit pas grand-chose, puis de la coopération, ça ne leur dit pas plus !) Comme la population ne parle que le « pidgin » et que je ne le parle pas ..., Jo traduit ce que je dis. Après cette séance « académique », on fait un tour en forêt à pied (il n'y a pas de voitures dans le village) pour me montrer les arbres qui pourraient être abattus. De retour au village on partage le repas du soir constitué de riz et de poulet. Au cours de ce repas, le chef du village, qui semble être un homme sage et bienveillant, me propose, sous forme d'inauguration, de dormir dans la maison pilote qui est pratiquement achevée mais qui n'a pas encore de portes. On ne peut refuser une telle offre ! Le repas terminé - il est 20h30 environ - on se souhaite la bonne nuit et je rejoins ma maison à l'aide d'une lampe-tempête. Un lit rustique fait de planches, recouvertes d'une galette en mousse qui fait office de matelas, et d'un drap m'attend. C'est un autre monde ...

Je m'endors profondément quand, au milieu de la nuit, je perçois une présence et des chuchotements. Effrayé dans la nuit noire, j'entends « We don't want to kill you We



© Adobe Stock



L'aéroport de Malaita © AIACE.BE

want to sleep with you ; it is our tradition... ». Caché sous mon drap, je réponds que je suis prêt à respecter leurs traditions mais que dans mon pays la tradition est de voir les personnes avec lesquelles on parle ... Je leur confie la lampe-tempête et constate que trois jeunes hommes m'entourent au pied du lit. Je leur dis que je m'étonne que Jo ne m'ait pas fait part de cette tradition et que j'aimerais lui parler ! Un des trois jeunes hommes part chercher Jo pendant que les deux autres me « gardent ». Dix minutes plus tard, Jo arrive accompagné de sa femme et de trois autres villageois. Il se confond en excuses de ne pas m'avoir prévenu. En fait, il m'explique que les jeunes ne parlent pas très bien l'anglais et qu'ils voulaient seulement dire qu'ils désiraient dormir près de moi car c'est la tradition de protéger un invité. Et c'était un honneur qu'ils me faisaient de se mettre à trois pour me protéger ! Le reste de la nuit s'est bien passé ! Mais ce n'est qu'après que j'ai appris que ce n'est qu'en 1910 que les villageois, sous l'influence des missionnaires anglicans, ont cessé de manger leurs ennemis. Quinze ans plus tard, je retrouve les îles Salomon comme

chargé d'affaires de l'Union européenne et je rencontre Jo qui m'invite à revenir au village. C'était lors de la foire commerciale d'Honiara où la Commission européenne avait un stand. Je suis donc retourné à Malaita et Jo m'explique que, depuis quinze ans, ce projet a été le point de départ du développement du village ; vingt maisons en bois ont été construites, dans certaines l'eau a été installée avec des canalisations de bambou, le village compte près de 500 habitants, une école a été ouverte, un dispensaire a été installé, des petites échoppes ont vu le jour. Ce projet a coûté moins de 10.000€. Il démontre deux choses : tout d'abord que ce n'est pas l'argent qui fait le développement, ensuite que c'est la formation des hommes et des femmes qui est l'élément fondamental du développement.

Cette dernière raison me fait penser à cette citation de Nelson Mandela qui a déclaré que « l'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde ». C'est hélas un message qui n'est pas encore compris par les principaux bailleurs de fonds ». ■

Street Art à Bruxelles

invitation à une balade pédestre



La richesse du « Street art » (art de la rue) à Bruxelles est telle qu'il nous a fallu faire deux promenades pour pouvoir réellement en profiter. Et il y a sûrement davantage à découvrir ...

par Robert Cox

Art urbain : ensemble des pratiques artistiques qui visent à la production d'œuvres temporaires ayant pour cadre l'espace public.

La rue Haute offre une belle sélection d'œuvres street art pour satisfaire le promeneur un peu pressé. Et, bien sûr, cette rue emblématique bruxelloise et son vivant quartier des Marolles valent toujours le déplacement pour les curieux. D'autres peintures urbaines vous attendent dans la ribambelle de ruelles au nord de la place du Jeu de Balle, laquelle accueille les samedis et dimanches le fameux Marché aux Puces (vous cherchez un chat en porcelaine, la TSF de grand-papa, un pot de chambre, de solides draps de paysanne, une photo de famille de 1890 ... ? Il y en a pour tous les goûts). Commencez votre balade au début de la rue Haute au petit Musée du Folklore. Un bel exemple de street art à côté de la porte est - hélas ! -

en train de s'estomper - on se demande en effet quelle est la durée de vie de ces charmantes œuvres ... peut-être sont-elles éphémères ?

Nous reprenons notre chemin le long de la rue Haute. Bientôt vos yeux pourront se délecter d'une belle Tour de Babel. L'artiste avait sans doute à l'esprit la quintessence de notre Bruxelles cosmopolite où les langues se délient à la manière de l'Union européenne. Hélas, lui ou elle n'était pas sur place pour satisfaire notre curiosité. Un peu plus loin et voilà que le style change complètement. Nous nous trouvons devant une scène très contemporaine où certains de nos concitoyens réfléchissent aux petits problèmes, parfois intimes, de tous les jours. Nous constatons que ni pudeur ni censure n'ont droit de siège au royaume des artistes de la rue. A la fin de notre première promenade, nous avons pu observer, niché à côté de la rue Haute dans la petite rue de la Porte



© AIACE.BE

rouge, un artiste sur son échafaudage en train de peindre avec fureur. On en a aussi vu un qui mobilisait ses pinceaux au coin de la rue de l'Etuve vers Manneken-Pis. Il doit y en avoir d'autres.

Mais si l'envie vous prend de contempler quelque chose de plus digne de l'histoire de notre pays, vous pourrez croiser nos anciens concitoyens partis à la chasse en plein hiver - cette fois-ci aux alentours de la rue de la Rasière en plein quartier des Marolles. Tout ceci sous le regard et le pinceau d'un nouveau Pieter Brueghel bien contemporain. Revenons un instant à notre société cosmopolite actuelle. Un tableau regorgeant de jeunesse nous attend un peu plus loin. Comme disent les anglais - all the colours and shapes under the sun and the rainbow. C'est bien cela notre Bruxelles, non ? Et, parlant de jeunesse, voilà qu'un artiste a dû se contenter d'un tout petit espace vertical et étroit pour satisfaire son envie créatrice en pei-

gnant un petit garçon attiré vers le ciel avec son ballon.

Au coin de la rue de Renards, un impressionnant bonhomme barbu et moustachu vous suit des yeux, un brave Gaulois sorti tout droit des ténèbres de notre histoire. Affiche-t-il sa frustration ou plutôt sa détresse devant les contraintes de nos temps modernes ? A vous de juger ... ■

Bonne promenade !

*Ni pudeur ni censure
au royaume des
artistes de la rue.*

Pour partir à la découverte
du « street art » à Bruxelles,
plusieurs sites vous proposent
des parcours et balades :
www.parcoursstreetart.brussels
(parcours Isaac Cordal)
www.farmprod-collective.be
<https://bruxelles-by-lulu.be>

L'Histoire de la Belgique pour les Nuls



© Adobe Stock

par Robert Cox

« Pour les nuls »
existent dans plus
de 30 langues.

A la veille d'obtenir ma citoyenneté belge je me suis dit : « faut que tu approfondisses tes connaissances de l'histoire du pays. » J'ai pris conseil auprès de doctes amis. Pour l'un d'eux - « Pirenne, c'est le maître ! » Le lendemain, j'ouvre la porte de la librairie Coumans et pénètre dans son intérieur un brin poussiéreux. « Pirenne, Monsieur ? Bien sûr. » Six épais volumes noircis me font face. Et ce long récit ne commence vraiment qu'en 1830. Faute de courage, je renonce et me dirige cette fois chez Filigranes. Ça y est. Je tombe sur un tome jaune et noir de la série « Pour les nuls » dont un ouvrage m'a déjà dépanné lors de mes premiers faux pas avec Microsoft.

Eh oui, disent Fred Stevens (KU Leuven) et Axel Tixhon (UNamur) dans L'Histoire de la Belgique pour les Nuls, il faut revenir au moins à 3000 avant J.C. et à Néandertal. Ensuite vinrent les Romains et ce Jules César

qui nous a tant embêtés sur les bancs d'école en classe de latin avec son indigeste De Bello Gallico rempli de « trucidations » de Belges (qui d'ailleurs savaient pertinemment lui rendre la monnaie). Car en effet les tribus germaniques, Bataves et autres, avaient installé leurs foyers chez nous. Au 7^{ème} siècle déjà dans le bassin de Liège et dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, ils extrayaient le charbon et battaient le fer. Pas besoin d'attendre Monsieur Cockerill ...

Un saut ensuite à travers Clovis et Charlemagne et au 9^{ème} « Siècle de plomb et de fer » et nous nous retrouvons à l'aube des gloires flamandes. Bruges, Gand et bientôt Anvers sont autant le socle de la Hanse que sont Lübeck ou Stralsund. L'Europe tourne autour de cette Flandre riche en commerce et en art, enviée de tous. En tant que grande Bourgogne, la Flandre a manqué de devenir un royaume mais est restée une grande puissance. Pour les auteurs du livre, les consolidations politiques préfigurent la Belgique moderne. Aux abords

de la Flandre se dessinent le Brabant, le Hainaut, la Principauté de Liège. Avec Charles X, cette première Belgique atteint son sommet et tout ceci mis à la sauce des rivalités et brutalités avec Zannekin, Van Artevelde, de Male et autres révoltés. Suivent deux siècles d'ombre. L'Espagne règne à Bruxelles mais son empire, affaibli par l'argent du Pérou et les faux calculs de ses dirigeants, a de plus en plus de mal à dompter le mécontentement des indigènes du plat pays. Des intrus français brûlent la Grand-Place et se font moquer par Manneken-Pis. Mais parmi les indigènes les clivages linguistiques et religieux, déjà apparents au 16^{ème} siècle, s'aiguisent.

Au 18^{ème} c'est le tour des Autrichiens. Pour le sombre empereur Joseph II, ce pays est « ingérable ». S'ensuit un autre petit intermède d'occupation française dont les armées - et d'autres - font moult dégâts se terminant par le méga-massacre de Waterloo. Confrontés à une réalité belge, les glorieux alliés n'ont d'autre solution au Congrès de Vienne que d'offrir ces territoires en lot de consolation à un roi néerlandais peu sensible aux mœurs de ses nouveaux sujets. Encore quinze ans de mauvaise gouvernance. Déjà en 1792 des patriotes publiaient un Manifeste des Belges et des Liégeois réunis. La voie était toute tracée pour qu'en 1830 de braves bourgeois, enflammés par les sentiments patriotiques d'une pièce de théâtre, envahissent la Place de la Monnaie et ouvrent la voie vers l'indépendance.

Pour nos auteurs, c'est « l'amalgame parfait » qui suit sous la sage férule du premier roi des Belges, Léopold 1er (ils traitent son fils avec moins de tendresse). Il réussit à calmer les tensions entre Catholiques et Libéraux qui dominent la vie politique d'un pays qui - ne l'oublions pas - est en train de devenir le « premier pays industriel du continent ». Même si c'est au prix de conditions de travail et de vie épouvantables pour la classe ouvrière. La

consolidation de ce nouvel État n'est pas aidée non plus par le voisin au sud qui déplore les flèches d'une presse (relativement) libre d'un pays ouvert à ses exilés. Nous apprenons qu'en 1870 l'ambassadeur de France à Bruxelles propose à Bismarck l'annexion pure et simple de la Belgique. Une fuite dans *The Times* tue cette idée dans l'œuf.

Le reste de l'histoire est mieux connu de nos lecteurs. La courageuse Belgique est violée à deux reprises en 1914 et 1940. Chaque fois elle se rétablit rapidement. Aujourd'hui ce petit pays, hôte des institutions européennes et de l'OTAN, est l'épitomé du multilatéralisme - malgré, ou peut-être, à cause de son histoire chargée de tensions internes et de secousses externes dans une région d'Europe historiquement secouée par les appétits d'autrui. Et tout cela raconté dans un langage simple et clair, avec humour et avec passion. Éducatif et agréable. ■



L'Histoire de la Belgique pour les Nuls
de Fred Stevens & Axel Tikhon
Éditions First, Paris 2015
450 pages, 23 euros



© Adobe Stock



© Adobe Stock



© Adobe Stock



© Adobe Stock

Towards a hydrogen economy ?

The decarbonization of the energy system is critical to reach the European climate objectives for both 2030 and 2050. In this respect, the « European Green Deal » put forward the need to ensure a smart integration of renewable energy sources, energy efficiency, and other sustainable solutions such as carbon capture. The « European Green Deal » also recognized the production of hydrogen, hydrogen storage, hydrogen networks, and the utilization of hydrogen as one of the important technology options that can ensure that the EU industry remains at the technology forefront and delivers breakthrough technologies in key industrial sectors.

The multi-volume work « Hydrogen Technologies for Sustainable Economy », provides compiling reviews on these aspects from internationally recognized researchers, industrialists, and government agencies, and assembles top-class contributions. The topical scope of the book is

broad, ranging from hydrogen production, storage of hydrogen, and the multiple applications but also the development of many new materials and new technologies and innovations will be necessarily developed in many fields of physics, chemistry, biology, and mechanical engineering.

The three volumes of the series fall in the topics of energy, environment, and new materials but mobile applications such as automobiles, air, and space transport are becoming very popular. The book series appeals to a wide range of readers with backgrounds in physics, chemistry, biology, and engineering but also for those interested in renewables energy, environment, economy, and industrial safety. Ever since hydrogen was introduced many years ago it will greatly change our lives for the next generations. Developments are planned for many areas, which will result in a new « hydrogen economy ». In short, hydrogen technology is a hot topic !

by Marcel Van de Voorde

Ancien collègue de la DG Recherche et du CCR. Professeur émérite à l'Université de Technologie de Delft, au CERN de Genève et à l'Institut Max Planck de Stuttgart. Membre du Conseil d'administration d'AfliaTys.



HYDROGEN TECHNOLOGIES FOR SUSTAINABLE ECONOMY

Volume 1 : Hydrogen production and energy transition - 557 pages

Volume 2 : Hydrogen storage for sustainability - 403 pages

Volume 3 : Utilization of hydrogen for sustainable energy and fuels - 552 pages

Publisher : **De Gruyter**, Berlin, Boston
September 2021

TRIBUNE LIBRE

Pour se rafraîchir la mémoire... l'accord charbon

par Michel Foucault

Prononcer en 2021 les mots "Belgique-Italie" évoque immanquablement un match de Coupe d'Europe de football. Occupée comme elle l'était à juste titre par le coronavirus, puis par les inondations et l'été pourri, la presse unanime (à l'exception d'un bon programme de la RTBF) a complètement passé sous silence la commémoration du 75ème anniversaire du pourtant fameux accord charbon entre la Belgique et l'Italie. Convoquons l'histoire.

1945. La deuxième guerre mondiale apparemment terminée, on déclare la Paix. C'est l'heure des bilans et ils ne sont pas toujours roses. En Belgique par exemple, le sous-sol regorge de charbon, "l'or noir ». Encore faut-il l'extraire. Or personne ici ne veut plus descendre dans les mines, tant le métier de mineur est réputé

salissant, physiquement épuisant et dangereux. Que faire ? Au sud de l'Europe, l'Italie elle aussi regorge de chômeurs. Des régions entières, la Calabre, les Pouilles, la Sardaigne, la Basilicate, etc. n'ont pas de travail à offrir et la misère domine. Il faudrait d'urgence relancer l'industrie, pour cela il faut de l'énergie et l'énergie, c'est le charbon. L'Italie n'en a pas. De bons esprits se rencontrent, négocient et le 23 juin 1946 est signé à Rome l'accord "Belgique-Italie-charbon contre main d'oeuvre ». Aux termes de cet accord, l'Italie expédiera en Belgique 50.000 (ils seront près de 200.000) hommes sans emploi, volontaires pour travailler dans les mines belges, sans bien savoir à quoi ils s'engagent. En échange, la Belgique fournira à l'Italie, mensuellement, 5 tonnes de charbon pour chaque mineur italien employé au fond.

Très vite, des trains bondés déversent sur les quais à Charleroi, Liège, Hasselt ou Genk des hommes affamés, leur valise en bois à la main, pleins de bonne volonté. On ne leur laisse pas le temps de voir si le ciel ici est aussi bleu que là-bas et on les expédie dare-dare à 800 mètres sous terre avec une pelle et une pioche. Peu sont correctement informés, aucun n'est formé. Ainsi, les premiers accidents surviennent et les infirmeries doivent soigner les premiers poumons atteints de silicose. Et l'on continue tant bien que mal jusqu'au paroxysme d'août 1956, quand on devra remonter du brasier du Bois du Cazier à Marcinelle, 262 cadavres, majoritairement italiens. Pendant quinze jours, agrippés aux grilles fermées du charbonnage, femmes et enfants attendront avec angoisse, avec l'espoir toujours déçu, de voir surgir le

mari, le fils, le frère, jusqu'à ce que le porion en charge des recherches confirme "Tutti cadaveri". La surprise, c'est que la nouvelle en trainée de poudre dans tous les charbonnages du pays ne donnera pas lieu aux manifestations redoutées, pas plus qu'à l'affluence prévisible de retour dans la mère patrie où l'on a vécu la misère. On reste en Belgique qui, au moins, donne du travail : c'est l'Intégration. On fait venir les familles, ou on se marie sur place, on fait souche, certains même demandent la naturalisation. Qui oserait prétendre aujourd'hui que ces fils d'immigrés qui se nomment Salvatore Adamo, Enzo Schifo, Elio Di Rupo, ne seraient pas Belges ? Échappés de peu à leur statut de « macaroni », ces nouveaux Belges gardent toutefois leur part d'italianité : l'attachement viscéral au pays d'origine, une certaine solidarité, une fondamentale joie de vivre et le goût pour le chant.

Marina

C'est qu'il faut une chanson pour marquer l'intégration. Et cette chanson, un fils de mineur italien du charbonnage flamand de Waterschei va leur offrir : Marina ! Soyons francs : les paroles ne valent pas tripette. Mais cette ritournelle très italienne, composée en une nuit sur son accordéon par le jeune Rocco Granata, a du rythme, on y parle d'amour et toujours cette perpétuelle joie de vivre. C'est un triomphe. Le 45 tours de la chanson est vendu en Europe à des millions et des millions d'exemplaires (un million en Allemagne pour la seule première année). On dépasse les frontières, au niveau international, des artistes célèbres s'en emparent et l'interprètent : le trompettiste Louis Armstrong, le crooner Dean Martin, les chanteuses Dalida et Caterina Valente, l'harmoniciste Toots Thielemans, le violoniste André Rieu. Des légendes s'attachent à la

chanson : cherchant un titre pour son oeuvre, Rocco Granata aurait pris celui d'une marque de cigarettes, ou bien le nom d'une lessive, celle-là même que les mammas italiennes utilisaient pour laver les vareuses de leurs hommes, de retour de la mine, noirs de charbon.

Les conséquences historiques, économiques, sociales et culturelles de l'accord "Belgique-Italie-charbon contre main d'oeuvre de 1946" sont importantes. On se serait attendu à une vraie célébration. Il est vrai aussi qu'on nous avait promis de devoir clamer tous ensemble "We are the champions !" Ce ne fut pas le cas.

Je propose, à défaut, de fredonner gentiment :

*Mi sono innamorato di Marina,
Una ragazza mora ma carina*

Ah ! l'amour ...

COURRIER DES LECTEURS

Madame Monique Théâtre demande, dans son billet du n°95, « 5000 membres, 5000 lecteurs ? » qui sont les lecteurs de l'Écrin. Moi, personnellement, j'aime beaucoup lire la version papier car sur ordinateur, c'est plus difficile de lire toute la brochure. Plus fatigant et j'abandonne plus vite. Mais recevoir cette brochure, tellement bien présentée, agréable à lire, c'est un vrai plaisir. Plaisir, oui, mais aussi l'alimentation de mon esprit car, bien que j'aie quitté le Parlement européen depuis déjà 24 ans, je reste fort intéressée par ce qui se passe au niveau européen et donc j'aime beaucoup être informée sur les thèmes en discussion, les défis à relever, tout ce qui touche à l'Union européenne d'aujourd'hui. Merci donc à toute l'équipe pour ce travail fastidieux mais qui, pour nous, anciens fonctionnaires, nous permet de rester au courant de ce qui se passe au sein de nos institutions. Si on ne devait être informé que par la presse, ce serait bien maigre et souvent biaisé.

Continuez donc ce travail laborieux mais tellement important pour tous ceux et celles qui sont intéressés par cette belle construction qu'est cette Union européenne. Cela me permet aussi de défendre, face aux gens qui n'ont pas ces sources d'information, l'Union européenne dans tous les domaines où elle réalise de belles choses. Même si cela va lentement (c'est normal si on doit tenir compte de chacun, de l'évolution dans tous les pays, de cet aspect démocratique du respect de chacun), imaginons si elle n'existait pas et comment chaque pays, dans son coin, pourrait résoudre des tas de problèmes. L'union fait la force est la devise belge mais qui est certainement valable aussi pour l'Europe dans son ensemble. Merci donc à vous toutes et tous et ... espérons que vous puissiez encore continuer longtemps à nous informer et à faire ressentir ce sentiment européen qui nous a animés au cours de notre vie professionnelle et qui subsiste toujours.

Paulette Weis-Herbiet

J'ai trouvé le dernier Écrin (n°95) très informatif et chaque article a sa pertinence pour son originalité. Je félicite tous/toutes les rédactrices/rédacteurs. J'aurais un souhait à formuler, concernant l'exposé sur "climat et énergie" dont je partage la teneur. Voici ma question. Tous les rapports cités à l'égard du climat, croissance, pression sur les ressources, biodiversité, réduction du dioxyde de carbone etc, semblent négliger l'aspect démographique. A 8 ans, j'avais appris à l'école que la terre comptait 3 milliards d'habitants. Arrivé à l'âge de la pension je découvre qu'ils ont triplé. On parle de 10 milliards pour 2050. Éducation, logement, nourriture, emploi, santé etc. exigent espace, occupation de nouvelles terres, davantage de consommation et pression supplémentaire sur les ressources. Je serais ravi si vous pouviez nous présenter dans une autre contribution la raison pour laquelle la question démographique n'est pas mise en relief dans les divers rapports et dans les débats, et ne fait pas partie des lignes directrices d'action, malgré (j'en suis conscient) la délicate dimension politique, éthique et religieuse de la question.

Giuseppe Callovi



NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ABREU Orlando	20/05/51	1/06/16	3/08/21	COM
ALFARO LASSALA PALOMA	14/03/45	1/01/07	6/07/21	COM
ALLAN Robert	7/09/42	1/10/07	4/07/21	COM
ALLMANG Margrit	8/11/33	1/01/94	3/06/21	COM
ANCARANI AUGUSTO	3/10/27	1/11/92	19/08/21	COM
ANELLI Luigi	28/04/39	1/01/13	14/06/21	PE
ANORMY-POUILLARD Renee	1/08/29	1/10/85	6/06/21	COM
ARAUJO Maria Antonia	8/10/61	1/11/19	3/06/21	COM
ASESKOG Gunnel	5/06/44	1/01/05	11/08/21	COM
BANETTI Piero	3/01/40	1/02/05	28/07/21	COM
BARNETT Inge	1/07/56	1/01/14	21/08/21	CES
BARNICH EUNICE	24/11/42	1/01/02	23/09/21	COM
BARRAU Alain	17/02/47	1/07/14	24/07/21	PE
BAUER Sylvie	19/07/46	1/10/14	10/06/21	COM
BECK JOHN	14/09/34	1/10/99	18/09/21	COM
BEL Jacques	11/06/46	1/11/06	20/07/21	CM
BENITO MIGUEL	6/05/46	1/06/11	27/08/21	COM
BIALK SIBYLLE	1/11/43	1/12/00	17/09/21	COM
BILANCIONI LUIGINA	11/12/40	1/01/06	22/09/21	PE
BINNS-ROJAS Maria Emma	24/01/28	1/05/05	4/07/21	COM
BLOGG Edward	30/01/38	1/08/00	31/05/21	COM
BOSCHI Andrea	16/08/26	1/10/87	30/07/21	JET
BOUCHEZ-JADOT ISABELLE	7/12/59	1/11/97	8/09/21	COM
BOUVIER D'YVOIRE Michel	4/11/55	1/02/18	7/06/21	COM
BRATINA Luciana	20/06/40	1/01/01	20/06/21	CM
BRAUN ALBERT	11/02/30	1/03/95	12/09/21	COM
BRIANZA Carla	16/09/48	1/01/10	15/06/21	COM
BRINCK-NOORDZIJ Adriana	26/07/30	1/11/94	1/06/21	COM
BRUSORIO SERGIO	17/11/40	1/01/03	21/09/21	COM
BULBARELLA Antenore	13/07/34	1/08/99	12/05/21	COM
CALO'-ALETTI Angela	30/12/36	1/08/00	3/06/21	COM
CANTABENE Roberto	11/06/42	1/07/07	19/07/21	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
CAPPELLETTI-SPROGE Ellen	29/08/22	1/12/95	31/05/21	COM
CASTRIOTA SANTA MARIA BELLA Giorgio	14/01/34	1/10/72	26/07/21	COM
CATIVIELA Monique	16/08/30	1/09/95	8/07/21	PE
CERINI Milla	13/09/32	1/12/11	28/07/21	COM
CHAPPERON-CHALUMET SIMONE	12/07/21	1/01/05	24/08/21	COM
CHATEL ZLATA	18/02/59	1/02/21	7/09/21	CM
CIROUX-BLOCKMANS Colette	25/05/31	1/10/10	31/07/21	CM
COINTRE-VAN PETEGHEM Mariette	31/07/20	1/05/05	2/08/21	COM
COLAIACOVO Maria	30/06/59	1/05/98	14/08/21	COM
CORRADINI-GAZZANIGA Grandelia	7/12/26	1/03/95	27/07/21	COM
CORTI Alice	6/12/29	1/02/97	31/05/21	COM
CUNNINGHAM-LIMPENS MARIE-THERESE	15/05/27	1/12/96	6/09/21	COM
D'AMICO FRANCESCO	4/05/46	1/08/09	21/09/21	CES
DA FONSECA-WOLLHEIM Hermann	8/05/34	1/06/99	9/06/21	COM
DAPO Anna Maria	27/03/39	1/04/04	25/06/21	COM
DAUBENFELD AGATHE	13/06/37	1/07/02	28/04/21	PE
DE ANGELIS Giuseppe	19/03/38	1/01/81	4/04/21	PE
DE BERNARDI Bruno	13/10/41	1/11/03	20/07/21	COM
DE LA PARRA-UILKENS Catharina	21/08/21	1/09/08	20/07/21	COM
DE LA TORRE CASAS MARIA TERESA	8/11/46	1/01/08	5/09/21	COM
DE MOHR SUNNEGG MORBERG Anna-maria	11/09/37	1/01/99	8/07/21	COM
DE NEYER Raymond	8/06/47	1/04/20	14/08/21	COM
DE SANCTIS Armando	19/01/27	1/08/84	13/07/21	COM
DE WITTE LILIANE	16/08/54	1/01/10	31/08/21	PE
DEBAISIEUX Luc	3/01/53	1/01/15	18/06/21	COM
DELIGNE Anne Catherine	5/07/47	1/09/12	7/07/21	COM
DEMOUSTIER PAUL	26/01/38	1/01/03	3/09/21	COM
DENAYER Francoise	28/04/66	1/02/16	2/07/21	COM
DEVILLE Marie-France	17/01/47	1/08/98	24/06/21	COM
DEVILLEZ Antonio	15/01/51	1/01/12	21/07/21	PE
DEWAR Maria Clara	9/09/36	1/06/93	3/08/21	PE
DIJKEMA Margaretha	8/10/34	1/03/12	22/07/21	CJ
DOMBECK Dagmar	9/06/50	1/07/06	6/08/21	CM
DOUEIHI Prydwen	3/08/46	1/01/08	22/08/21	COM
EICH Ingrid	3/10/28	1/02/81	16/06/21	COM
ELLES Judith	4/01/44	1/04/04	25/04/21	COM
FALZONI Lea	15/02/29	1/03/94	31/07/21	COM
FARAONI-GORI IRIDE	19/01/25	1/01/04	27/08/21	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
FERIOLI-MORONI Francesca	17/01/31	1/06/01	9/08/21	COM
FERRING Ernest	1/07/35	1/07/00	3/08/21	COM
GASPARD FAUVIAUX Colette	21/01/47	1/02/12	7/07/21	EAS
GASTER JENS	31/08/55	1/07/16	18/09/21	COM
GATTO-RIVERA Francisca	8/06/28	1/04/05	12/08/21	COM
GEIGER Franz	22/05/30	1/06/95	24/08/21	COM
GERLOF DORIS	30/12/41	1/01/02	28/08/21	CJ
GHEZZI Piera	11/08/42	1/02/87	6/06/21	COM
GOMEZ SANCHEZ GILA	9/08/26	1/05/17	30/08/21	COM
GOODWIN Andrew	2/09/58	1/08/19	4/08/21	EBA
GOOSSENS ROBERT	13/02/39	1/07/01	3/09/21	CM
GRINBERG Yigal	28/07/36	1/09/05	16/05/21	COM
GUIEU Pierre	6/06/28	1/02/91	4/06/21	COM
GUMAEIUS Marianne Barbara	23/06/58	1/08/19	23/08/21	COM
HAEVEN Jacqueline Gertrude	27/02/28	1/07/13	23/07/21	COM
HAFHOUF Hildegund	18/04/39	1/05/02	26/07/21	COM
HARTL Berthe	10/08/40	1/01/85	19/06/21	COM
HEINEN MARLIES	18/08/49	1/06/10	14/09/21	PE
HELLMUND Ursula	25/01/35	1/02/95	5/07/21	CM
HONNAY Marcel	6/09/35	1/06/93	9/06/21	COM
IBSEN Lilly Marie	19/01/24	1/06/14	15/06/21	CC
INNOCENTI Elena	24/10/21	1/05/04	4/06/21	COM
IORIO-GISMONDI ELENA	8/01/37	1/02/97	3/09/21	COM
IZQUIERDO HIDALGO Maria Jose	29/02/60	1/04/18	2/06/21	MIN
JAECQUES -ENGELBORGHES Angelica	24/05/24	1/06/05	29/06/21	CM
JANVIER Francois	3/04/46	1/11/09	8/08/21	SAS
JUNIOR Gerold	18/07/31	1/08/96	20/08/21	COM
JUNTUNEN RAKEL	28/02/54	1/09/14	1/09/21	COM
KIND Ann-Karin	27/02/54	1/03/17	21/07/21	COM
KLEIN Klaus	11/12/33	1/01/99	19/07/21	COM
KLENSCH Viviane	9/04/46	1/07/03	25/05/21	COM
KNIJFF Josephus	11/02/31	1/11/95	15/06/21	CC
KOCH INGEBURG	17/11/30	1/09/21	24/07/21	COM
KOCH Norbert	25/05/27	1/09/90	16/05/21	COM
KOENIG Marion	14/01/31	1/03/17	1/07/21	PE
KOMEN Robert	21/09/40	1/05/01	6/08/21	COM
KREIS Helmut	18/11/34	1/05/96	30/06/21	COM
KROECKEL Hermann	14/07/33	1/08/98	8/06/21	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
KUTTER Horst	17/12/32	1/03/90	4/08/21	COM
LAIDIN-GERMAIN Pierrette	20/04/30	1/05/87	4/06/21	COM
LAMY Jean-Louis	7/05/32	1/09/94	21/07/21	COM
LINDHOLM Ulf Göran	21/01/40	1/02/05	22/08/21	COM
LISEI-COCCO SEVERINA SEBASTIANA	8/01/31	1/11/92	28/08/21	COM
LLOYD SAMUEL	15/05/27	1/06/92	27/08/21	COM
LOCATI Giordano	15/12/30	1/01/96	27/06/21	COM
LORENZ-CHIODETTI Cristina	18/12/39	1/06/98	7/08/21	COM
LUCAS MICHEL	9/10/42	1/01/06	17/09/21	COM
MAES Willy	19/11/48	1/03/10	24/07/21	COM
MANESCAU ODETTE	4/03/39	1/11/12	9/09/21	COM
MARECHAL ANNE	1/08/40	1/01/02	24/06/21	PE
MARENGO Giuseppe	15/03/34	1/04/99	4/08/21	COM
MARTINATTI BINEAU Ida	17/06/34	1/07/20	14/06/21	COM
MC NAUGHTON Angela	14/01/60	1/02/01	8/07/21	COM
MCMILLAN Jacques	28/04/47	1/05/12	7/06/21	COM
MENEGON Luigi	12/10/23	1/02/82	9/07/21	COM
MICHELS Ilse	12/03/32	1/12/20	1/06/21	COM
MINGASSON Jean-Paul	8/07/41	1/10/04	10/06/21	COM
MOURAREAU RAYMOND	13/07/33	1/07/96	23/09/21	COM
MULLER-HEMLING Micheline	3/01/34	1/09/18	15/08/20	CJ
NAIRNE MAVIS	28/04/17	1/01/81	13/08/21	COM
NEGRI Nella Maria Rosa	5/07/24	1/08/19	27/05/21	COM
NICOLAS Jacques	27/12/32	1/01/93	15/06/21	PE
NONNENGARDT Else	14/01/35	1/02/95	14/08/21	COM
NOPRE-DESCHÉPPER Marie-Claire	27/09/51	1/10/04	29/06/21	COM
OCHOA TORRIJOS Santiago	7/01/60	1/09/18	7/07/21	PE
OLDENHOF-KOOL Adriana	26/03/29	1/01/07	19/06/21	COM
OPPETIT Simone	10/02/28	1/11/14	20/05/21	COM
PAASKESSEN NINA	26/03/48	1/04/13	27/08/21	COM
PADBERG Ursula	22/04/25	1/11/82	17/08/21	PE
PAPPALARDO Aurelio	14/09/36	1/01/87	21/06/21	COM
PAU GIANCARLO	25/01/42	1/05/02	15/08/21	COM
PECCHIO Emilio	10/05/32	1/01/96	2/06/21	COM
PERELLI STEFANIA	26/03/39	1/08/17	24/09/21	COM
PESCIA Livio	15/02/38	1/03/03	17/07/21	ETF
PEYRODE DENISE	7/02/30	1/03/95	8/08/21	COM
PINAY-LAITER MARIE-SUZANNE	27/11/24	1/11/64	15/09/21	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
PINHEIRO Manuela	15/05/56	1/11/19	12/05/21	COM
PIROLI Michelina	12/09/36	1/05/13	21/06/21	COM
PLANKEN Frits	16/02/39	1/05/00	30/07/21	COM
POSTMA Wilhelmina	20/11/37	1/01/11	22/06/21	COM
PRUEFER-DZIEYK Helga	24/08/34	1/03/93	4/07/21	COM
RAFFALDINI Antonietta	22/06/34	1/03/21	2/06/21	COM
RENGNATH Gisela	29/03/36	1/05/96	27/06/21	CES
ROELANDS Johanna	31/12/36	1/07/06	30/05/21	COM
ROHRMANN Ursula Elisabeth	12/09/37	1/09/19	10/08/21	COM
ROSSETTI LAVINIA	1/03/38	1/12/11	11/08/21	COM
ROSSI ALBERTO	26/09/35	1/10/00	28/08/21	COM
SAINT-MARTIN Pierre	25/08/42	1/04/86	20/07/21	COM
SALVAT Raymond	1/01/33	1/03/94	16/08/21	COM
SAMMLER INGRID	3/04/35	1/06/95	11/09/21	COM
SCAGNETTI Arnaldo	14/03/41	1/04/06	23/05/21	PE
SCHIENLE Anneli	22/04/42	1/05/21	15/08/21	COM
SCHLEIMER Charlotte	12/04/28	1/05/92	27/06/21	COM
SCHMITT-ARNO LUISA	15/03/29	1/10/07	8/08/21	COM
SCHOEDER-ACHATZ Ingeborg	16/04/44	1/02/18	2/06/21	COM
SCHRODT Heinz	27/08/29	1/09/94	22/05/21	COM
SKWAREK-MARUSZEWSKA Aneta	23/12/77	1/02/21	11/02/21	COM
SMIT THEODORUS	18/01/33	1/08/95	29/08/21	COM
SMYRNIOTIS Timotheos	17/03/50	1/08/11	1/07/21	COM
SODE Johannes	16/02/37	1/09/97	26/06/21	COM
SOREL Fernand	31/10/40	1/10/01	5/07/21	COM
SPAGNOLI-MARCOTULLI Maria Antonietta	15/01/33	1/02/06	14/06/21	COM
STEVENS JANINE	4/01/28	1/01/92	11/09/21	PE
STUTZ Heinz	25/05/47	1/06/07	15/07/21	COM
TAKI-DUMINGER GERMAINE	24/01/29	1/12/82	14/09/21	COM
TAVERNIER Hilda	22/06/28	1/01/90	8/07/21	COM
TETAZ JANINE	29/01/26	1/02/91	29/08/21	COM
THEISSEN Norbert	6/06/43	1/07/03	28/07/21	COM
TSANTILIS Demosthenes	4/10/44	1/11/04	22/08/21	COM
ULENS Godelieve Alida Mari	20/04/31	1/08/16	6/06/21	COM
VAN DER VORST Charles	15/09/35	1/01/97	22/01/21	COM
VAN DUINEN AALTJE	30/01/30	1/09/14	9/09/21	COM
VAN LANGEVELD AREND	12/03/49	1/07/97	24/09/21	COM
VAN POPPEL Cornelia	27/09/47	1/05/03	15/06/21	CM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
VAN REEPINGEN HUGUETTE	19/06/44	1/09/99	15/09/21	COM
VEGA Y POSADA Matilde	4/08/28	1/05/86	7/07/21	COM
VENCHIARUTTI Jean-Claude	28/04/53	1/05/18	13/07/21	COM
VENTRELLA Francesco	18/04/21	1/05/86	30/06/21	COM
VERBIEST RENE	14/05/42	1/01/01	10/09/21	COM
VERCHEVAL Jeanine	14/10/28	1/06/85	5/06/21	COM
VOET Gabrielle	4/10/30	1/12/16	10/06/21	PE
WARD Margaret	9/08/41	1/08/19	8/06/21	COM
WASILA Chantal	8/01/46	1/08/01	25/06/21	PE
WEGNER MANFRED	9/02/31	1/03/96	19/09/21	COM
WIESELER Jacques	25/08/45	1/11/95	6/06/21	COM
WUNDT EVA	27/02/30	1/08/14	3/09/21	COM
ZENARI Odette	28/04/33	1/03/19	7/07/21	COM
ZULIANI Renata	13/09/32	1/10/13	21/07/21	COM

FR | APPEL À CONTRIBUTIONS

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans l'Ecrin ?

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture...), un dessin humoristique sur un thème d'actualité ?

Votre parcours professionnel ou vos occupations durant la retraite sont susceptibles d'intéresser les lecteurs et vous désirez les partager ?

Vous connaissez un ancien collègue dont le rayonnement personnel mérite d'être mis en lumière ?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE section Belgique.

Vos contributions ne doivent pas excéder 900 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL | UW BIJDRAGEN GRAAG !

Wilt u reageren op een artikel dat in Ecrin is verschenen ?

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak), of ook een grappige tekening over iets actueels ?

Kunnen uw beroepsloopbaan of activiteiten gedurende uw pensioen misschien anderen tot het lezen hiervan verlokken en wilt u daarmee graag naar buiten komen ?

Kent u een oud-collega van wie de persoonlijke verdiensten in het zonnetje gezet mogen worden ?

Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE, afdeling België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 900 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE | AUFRUF ZU BEITRÄGEN

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im ECRIN veröffentlicht wurde?

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden oder eine humoristische Zeichnung zu einer aktuellen Frage?

Ihr beruflicher Werdegang oder Ihre Tätigkeit während der Pensionierung könnten die Leser interessieren und Sie möchten darüber etwas mitteilen?

Sie kennen einen früheren Kollegen, dessen persönliche Ausstrahlung hervorgehoben werden sollte?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE, Sektion Belgien.

Ihre Beiträge sollten 900 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich der Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN | CALL FOR CONTRIBUTIONS

You might like to react to an article appearing in l'Ecrin?

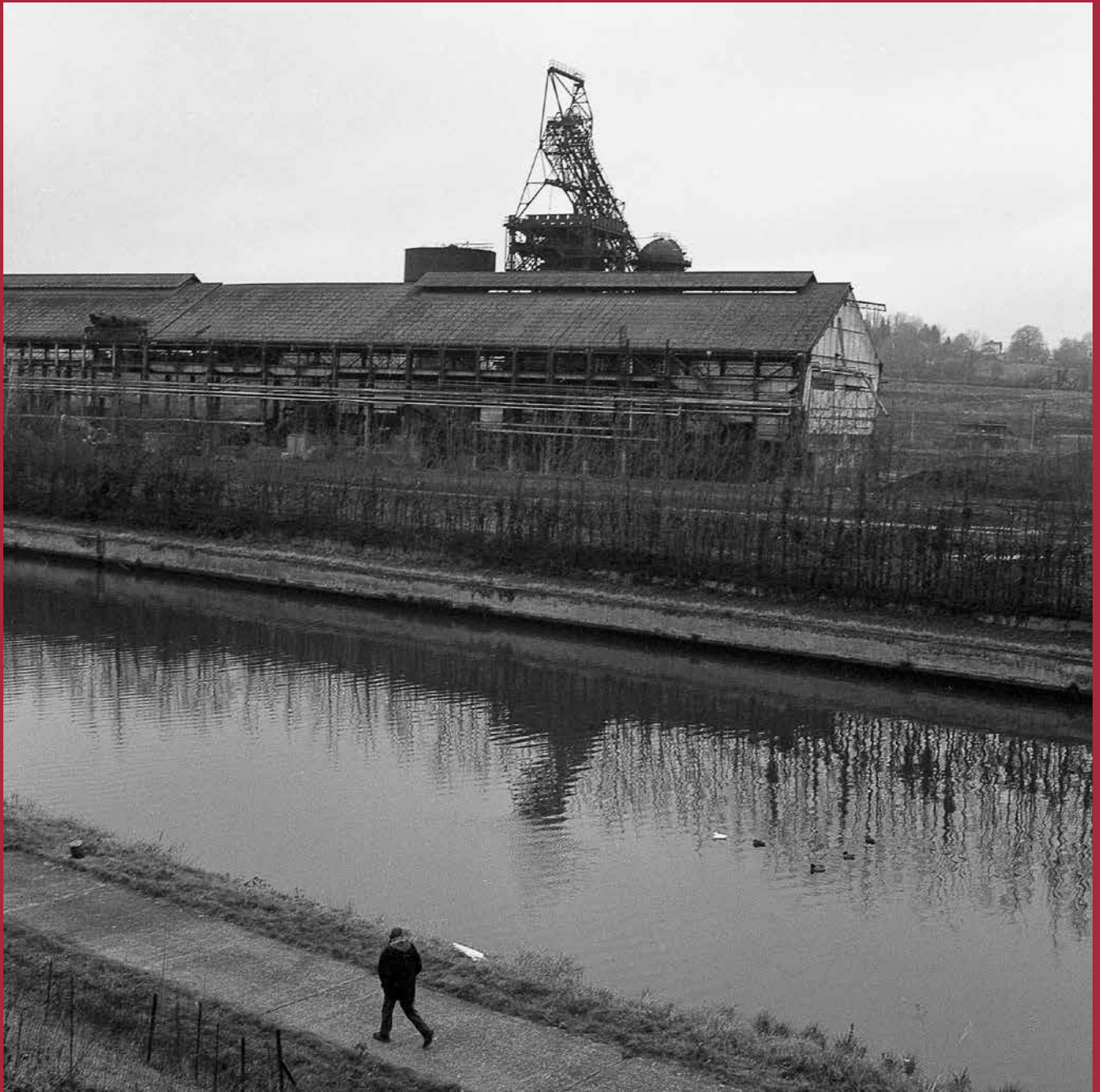
You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural...), an amusing drawing on a current topic?

Your professional profile or your retirement activities may interest readers and you want to share them?

You know a former colleague whose personal profile deserves illustration?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE secretariat, Belgian section.

Contributions must not exceed 900 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.



Peter Zangl | *Clabecq*, 2016 | photographie